

Département de la Drôme
Commune de LES TOURRETTES



**ELABORATION DU PLAN
LOCAL D'URBANISME**

6.A – ANNEXES SANITAIRES
1 – ASSAINISSEMENT

Vu pour être annexé à notre délibération
du 3 septembre 2015 approuvant le PLU

SOMMAIRE

1	ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT	3
1.1	CADRE REGLEMENTAIRE	3
1.2	PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT	3
1.3	QUELQUES COMMENTAIRES ET PRECISIONS	3
2	DONNEES DE BASE.....	4
2.1	POPULATION	4
2.2	ACTIVITES.....	4
2.3	CONFIGURATION DE L'HABITAT.....	5
2.4	MILIEU RECEPTEUR	5
2.5	ETAT DES LIEUX - ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	6
2.5.1	RECENSEMENT ET ETAT DES INSTALLATIONS	6
2.5.2	APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	6
2.6	ETAT DES LIEUX – ASSAINISSEMENT COLLECTIF	11
2.6.1	DEFINITIONS	11
2.6.2	CARACTERISTIQUES DU RESEAU	12
2.6.3	SYSTEME DE TRAITEMENT.....	12
2.6.4	FONCTIONNEMENT DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT.....	12
2.6.5	CARACTERISTIQUES DE LA STATION D'EPURATION PROJETEE	13
3	ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT	18
3.1	ZONES URBAINES - UA, UD UE, UF, UH ET UL	18
3.1.1	ZONE UA.....	18
3.1.2	ZONE UD.....	18
3.1.3	ZONE UE.....	19
3.1.4	ZONE UF.....	19
3.1.5	ZONE UH.....	20
3.1.6	ZONE UL	20
3.2	ZONES A URBANISER – AU ET AUE.....	21
3.2.1	ZONE AU.....	21
3.2.2	ZONE AUE.....	21
3.3	ZONES AGRICOLES – A.....	22
3.4	ZONES NATURELLES ET FORESTIERES – N	22
4	PRINCIPALES DISPOSITIONS DECOULANT DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT	23
4.1	ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	23
4.1.1	OBLIGATION DE RACCORDEMENT.....	23
4.1.2	CONDITIONS DE RACCORDEMENT.....	23
4.1.3	LES BRANCHEMENTS	24
4.2	ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	25
4.2.1	SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC).....	25
4.2.2	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ATTACHEES AUX DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	26
5	PROGRAMME DE TRAVAUX.....	30
5.1	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	30
5.1.1	REHABILITATION DES DISPOSITIFS NON CONFORMES	30
5.1.2	INVESTISSEMENTS	30
5.1.3	ENTRETIEN	30
5.2	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	31
5.2.1	EXTENSIONS DE RESEAU	31
5.2.2	REDUCTION DES EAUX CLAIRES PARASITES PERMANENTES.....	33
5.2.3	REDUCTION DES DEVERSEMENTS AU MILIEU NATUREL	33
5.2.4	REDUCTION DES EAUX CLAIRES PARASITES METEORIQUES.....	34
5.2.5	CREATION DE LA STATION D'EPURATION INTERCOMMUNALE	34
5.2.6	SYNTHESE DU PROGRAMME DE TRAVAUX.....	34
6	PIECE JOINTE : PLAN DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT	36

1 ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

1.1 CADRE REGLEMENTAIRE

L'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales stipule notamment que « *Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :*

- *1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- *2° (L. n° 2006-1772, 30 déc. 2006, art. 54, I, 8o) Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*
- [...]

1.2 PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Les zones d'assainissement collectif et non collectif des Tourrettes figurent sur le plan de zonage rapporté en pièce jointe à la présente note.

1.3 QUELQUES COMMENTAIRES ET PRECISIONS

En zone d'assainissement collectif, la position des habitations par rapport au réseau collectif d'eaux usées peut conduire, dans certains cas de figure, à la mise en place d'un poste de refoulement en domaine privé. Celui-ci est à la charge des propriétaires.

Les propriétaires des habitations situées en zone d'assainissement non collectif peuvent demander à la collectivité le raccordement au réseau collectif d'eaux usées. La collectivité est libre d'accéder ou non à cette demande et d'effectuer les travaux.

2 DONNEES DE BASE

2.1 POPULATION

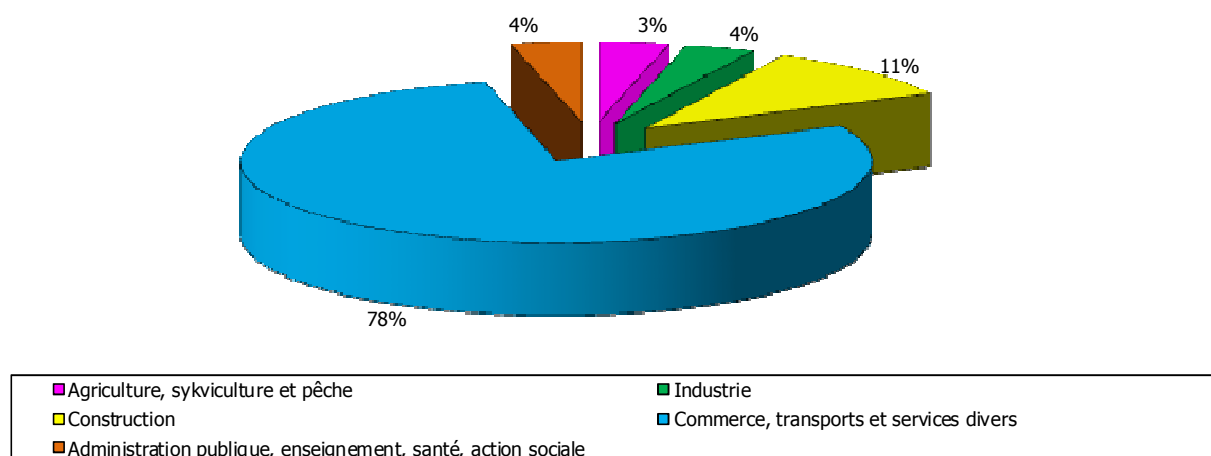
Les données de population sont les suivantes :

	ACTUELLE	PROJETEE (2035)
Population permanente	955	1 369
Population saisonnière	50	70

2.2 ACTIVITES

Le graphique ci-dessous présente la répartition des établissements actifs recensés sur la commune des Tourrettes au 31 décembre 2009.

Répartition des établissements par secteur d'activité au 31 décembre 2009



Sur la commune des Tourrettes, l'activité commerciale est majoritaire et est constituée principalement par les structures hôtelières en sortie de la gare de péage de l'autoroute A7 Montélimar Nord.

2.3 CONFIGURATION DE L'HABITAT

L'habitat actuel est composé de deux principales zones, de part et d'autre de l'autoroute A7, où les logements sont attenants. Au-delà de ces deux zones, quelques fermes et villas isolées ont été construites.



LOCALISATION DE LA COMMUNE DES TOURRETTES

2.4 MILIEU RECEPTEUR

La commune des Tourrettes appartient au bassin versant du ruisseau de Blomard, seul cours d'eau présent sur la commune, qui lui-même fait partie du grand bassin versant du Rhône drainant un ensemble hydrologique riche et dense.

Les objectifs du SDAGE Rhône Méditerranée 2010 – 2015 pour le Rhône au niveau des Tourrettes sont les suivants :

CODE MASSE D'EAU	NOM MASSE D'EAU	ETAT ECOLOGIQUE	ETAT CHIMIQUE	OBJECTIF DE BON ETAT	PARAMETRES JUSTIFIANT L'EXEMPTION OU FAISANT L'OBJET D'UNE ADAPTATION
FRDR2007	Le Rhône de la confluence Isère à Avignon	BE 2027	BE 2015	BE 2027	Substances prioritaires

Le ruisseau de Blomard n'est pas répertorié dans le SDAGE Rhône Méditerranée 2010 – 2015.

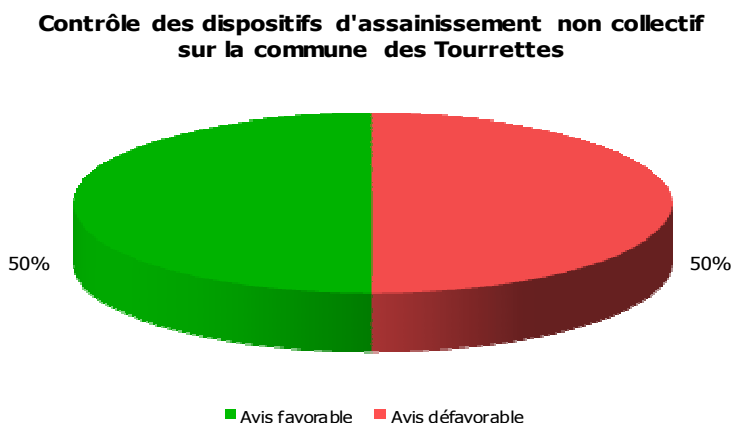
Par ailleurs, le territoire de la commune n'est pas répertorié dans un SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) ni dans un contrat de rivière.

2.5 ETAT DES LIEUX - ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

2.5.1 RECENSEMENT ET ETAT DES INSTALLATIONS

En 2012, 42 installations d'assainissement non collectif ont été contrôlées par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) géré par la Communauté d'Agglomération Montélimar SESAME, parmi lesquelles :

- 50 % ont eu un avis favorable,
- 50 % installations ont fait l'objet d'un avis défavorable.



Nota :

- Toutes les installations connues ont été contrôlées (sur la base du listing fourni par la commune),
- Parmi les 50 % d'installations faisant l'objet d'un avis favorable, un certain nombre a fait l'objet d'un avis favorable avec réserve,
- Les installations ayant fait l'objet d'un avis défavorable sont, pour la plupart, de vieilles bâtisses dont le dispositif d'assainissement non collectif est relativement ancien.

Les diagnostics des installations ont été réalisés en 2008. Aucune mise en conformité n'a été réalisée à la date d'élaboration de ce présent document.

2.5.2 APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

2.5.2.1 Contexte géologique communal

La carte géologique du BRGM pour le secteur de Crest, dont un extrait est proposé en page suivante, indique que la commune des Tourrettes repose sur les formations géologiques suivantes :

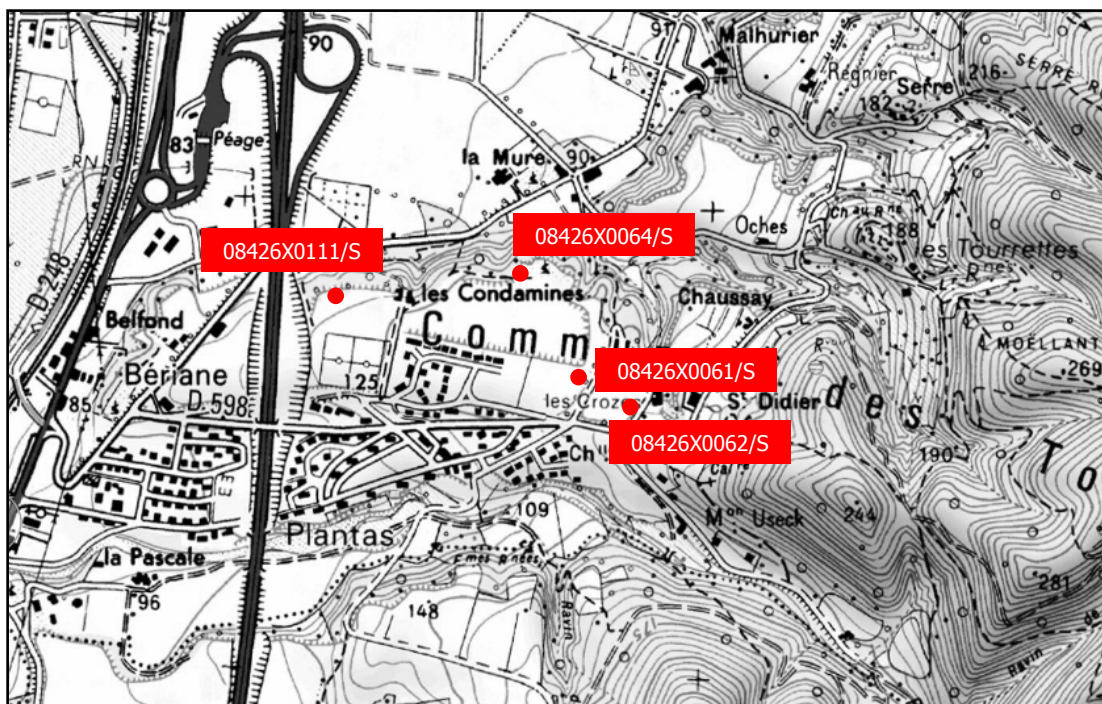
- *Alluvions récentes*, en majorité pour la partie localisée à proximité du Rhône,
- *Cailloutis de piémont indifférenciés*, en majorité localisés au niveau centre-ville de la commune,
- *Calcaires et marnes hauteriviens*, pour la partie boisée à l'est de la commune.



2.5.2.2 Données du sous-sol

Source : <http://www.brgm.fr/>

Plusieurs sondages ont été réalisés sur la commune des Tourrettes. La localisation de ces sondages réalisés sur des terrains actuellement non desservis par le réseau d'assainissement collectif est donnée sur la carte ci-dessous :



LOCALISATION DES SONDAGES REALISES SUR LA COMMUNE

La coupe géologique de ces différents sondages est donnée ci-dessous :

Sondage 08426X0111/S	
0 à 0,5 m	Terre
0,5 à 12 m	Galet/gravier/sable/limon argileux

Sondage 08426X0062/S	
0 à 0,4 m	Terre
0,4 à 11,7 m	Galet, gravier, sable, limon argileux

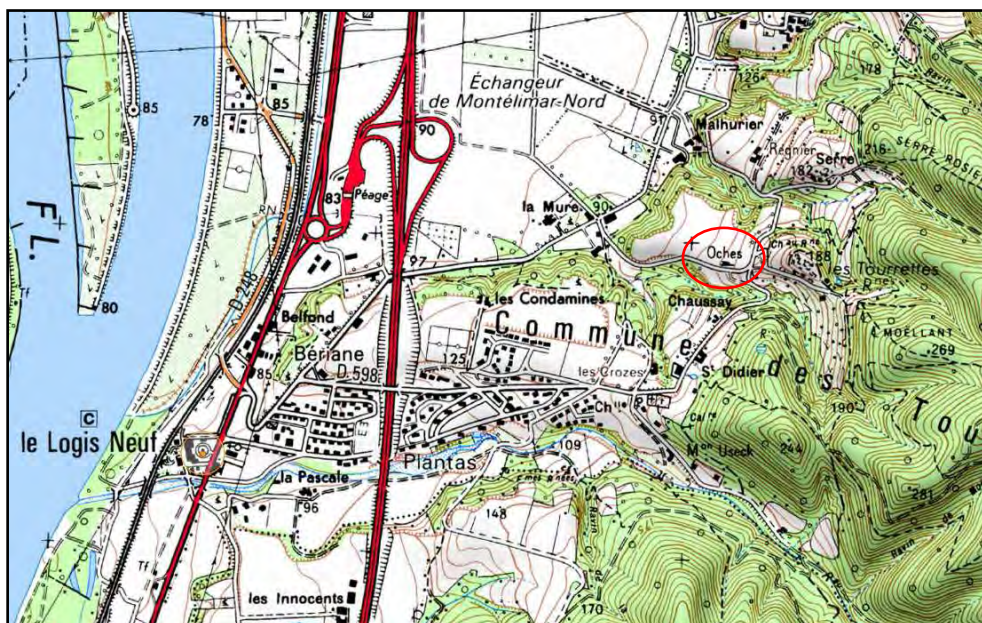
Sondage 08426X0061/S	
0 à 0,4 m	Terre
0,4 à 7,6 m	Galet/gravier/sable/limon
7,6 à 8,2 m	Limon sableux, gravier, galet
8,2 à 9,9 m	Galet/gravier/sable/limon

Sondage 08426X0064/S	
0 à 0,3 m	Terre
0,3 à 1,2 m	Limon sableux, argile
1,2 à 2 m	Sable limoneux, galet, gravier
2 à 12 m	Galet, gravier, sable

De façon générale, la nature des terrains de la commune des Tourrettes, situés entre 0 et 4 m de profondeur, semble refléter une bonne aptitude à l'infiltration (présence de galets/graviers/sable, matériaux considérés comme relativement perméables).

2.5.2.3 Etudes de sol réalisées sur la commune

Une seule étude de sol récente a été réalisée sur la commune. Elle est localisée sur la carte ci-dessous :



LOCALISATION DE L'ETUDE DE SOL REALISEE SUR LA COMMUNE

Le sondage a permis de mettre en évidence les terrains suivants :

0 à 0,15 m	Terre végétale silteuse
0,15 à 1,8 m	Silts beiges à cailloutis calcaires et blocs de pierres anguleux
1,8 à 2,2 m	Graviers de calcaire et de silex à matrice silteuse peu abondante.

Les essais de perméabilité réalisés ont abouti aux résultats suivants :

Test n°	Profondeur de l'essai	Perméabilité (en mm/h)
K1	52 cm	30
K2	50 cm	61
K3	65 cm	43

Le sol étudié est donc moyennement perméable.

Il a été proposé de mettre en œuvre un dispositif d'assainissement autonome par tranchées d'épandage pour terrain en pente.

2.5.2.4 Autres informations disponibles

Source : Communauté d'agglomération Montélimar SESAME

Après échange téléphonique avec le SPANC de la Communauté d'agglomération Montélimar SESAME, les informations suivantes relatives à l'aptitude sols à l'assainissement non collectif sur la commune des Tourrettes ont pu être collectées :

- De façon générale, les habitations non desservies par le réseau d'assainissement collectif ne comportent pas de difficulté particulière pour la mise en œuvre de dispositifs d'assainissement non collectif : les parcelles concernées sont souvent de taille importante, ce qui facilite l'implantation des installations même si la perméabilité est mauvaise ou si le terrain est trop en pente,
- Seul le quartier de la CNR localisé en rive droite du Rhône et le quartier du château localisé à l'est de la commune ne seraient pas propices à la réalisation d'installations de traitement des eaux usées autonomes. Néanmoins, dans le cadre de la réalisation de la station d'épuration intercommunale de Saulce / Les Tourrettes, le quartier de la CNR sera raccordé à l'assainissement collectif. Pour le quartier du château, trop éloigné du réseau existant, des dispositifs spécifiques devront être mis en œuvre en cas de réhabilitation des installations existantes.

Nota important : même si les données mentionnées ci-dessus permettent d'apprécier l'aptitude générale de la commune à l'assainissement non collectif, les particuliers doivent systématiquement produire une étude de sol à la parcelle afin de définir au mieux le type de filière à mettre en place.

2.6 ETAT DES LIEUX – ASSAINISSEMENT COLLECTIF

2.6.1 DEFINITIONS

- ✓ **Eaux claires parasites permanentes (ECP)** : il s'agit d'eaux parasites d'infiltration diffuse de la nappe qui peuvent s'introduire au niveau des anomalies structurelles du réseau (cassures, fissures, effondrements, des anomalies d'assemblage (décalage, déboîtement) et des anomalies fonctionnelles relatives (branchement pénétrant, dépôts solides) ou à l'étanchéité (infiltrations, racines).
- ✓ **Eaux claires parasites météoriques (ECPM)** : il s'agit d'intrusions d'eaux pluviales dans un réseau d'assainissement des eaux usées qui peuvent avoir plusieurs origines : des branchements incorrects de gouttières ou autres ouvrages (descentes de garage, grilles de cours privées), des raccordements incorrects d'avaloirs et de grilles du réseau des eaux pluviales en domaine public.
- ✓ **Surface active apparente** : il s'agit des surfaces pour lesquelles les eaux de ruissellement sont raccordées à tort au réseau d'eaux usées et qui participent donc aux apports d'eaux claires parasites météoriques.
- ✓ **Déversoir d'orage** : ouvrage du réseau qui permet de rejeter directement dans le milieu naturel un débit d'eau excédentaire.
- ✓ **Demande biologique en oxygène à 5 jours (DBO₅)** : il s'agit du critère de pollution organique basé sur la quantité d'oxygène consommée à 20°C et à l'obscurité pendant 5 jours pour assurer l'oxydation des matières organiques présentes dans l'eau par voie biologique. C'est le paramètre représentatif de la pollution domestique.
- ✓ **Equivalent-habitant (EH)** : la directive européenne du 21 mai 1991 définit l'équivalent-habitant comme la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO₅) de 60 grammes d'oxygène par jour. C'est l'unité de mesure permettant de définir la capacité d'une station d'épuration.
- ✓ **Station d'épuration à boues activées faible charge** : avec ce type de procédé, les bactéries nécessaires à la dégradation de la pollution, se développent dans un bassin dit « bassin d'aération » alimenté d'une part en eaux usées à traiter et d'autre part en oxygène par des apports d'air. Les bactéries, en suspension dans l'eau du bassin, sont donc en contact permanent avec les matières polluantes dont elles se nourrissent et avec l'oxygène nécessaire à leur assimilation. La séparation de l'eau traitée et de la masse des bactéries (que l'on appelle « boues ») se fait ensuite dans un ouvrage spécifique appelé « clarificateur ». Pour conserver un stock constant et suffisant de bactéries dans le bassin de boues activées, une grande partie des boues extraites du clarificateur est renvoyée dans le bassin d'aération. Une petite partie de ces boues, correspondant à l'augmentation du stock pendant une période donnée, est dirigée vers les unités de traitement des boues : cette fraction constitue les « boues en excès ».

2.6.2 CARACTERISTIQUES DU RESEAU

Principales caractéristiques du réseau d'eaux usées des Tourrettes :

- Type : pseudo-séparatif ;
- Linéaire de conduites gravitaires : 6,8 km ;
- Linéaire de conduites de refoulement : 0,35 km ;
- Poste(s) de refoulement : 1 unité ;
- Déversoirs d'orage : 2 unités (DO1 et DO2) ;
- Exutoire : Rhône. Aucun dispositif de traitement ne dessert la commune.

2.6.3 SYSTEME DE TRAITEMENT

Néant. Les effluents sont rejetés dans le Rhône sans traitement.

2.6.4 FONCTIONNEMENT DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

Source : Station d'épuration de Saulce – Les Tourrettes, Campagne de mesures complémentaires à l'établissement du dossier de déclaration, EURYECE, 2012

- Eaux claires parasites : le tableau ci-dessous permet de synthétiser les résultats de la campagne de mesures d'octobre-novembre 2011 :

SECTEUR	SITUATION ACTUELLE (2011)	
	SURFACE ACTIVE APPARENTE EN AVAL DU BASSIN	APPORTS D'EAUX CLAIRES PARASITES PERMANENTES
Les Tourrettes	▪ 9 000 m ² (moyenne)	▪ 1,2 m ³ /h (période de nappe basse)

- Flux de pollution et dotations unitaires (données de la campagne de mesures d'octobre-novembre 2011) :

PARAMETRE	DBO ₅	DCO	MES	NTK	P _T
Charge du bilan *	44 kg/j	114 kg/j	42 kg/j	13 kg/j	1,4 kg/j
Population raccordée estimée	805 habitants				
Dotation unitaire	0,055 kg/j/hab. soit 1 hab. ⇔ 0,91 EH	0,142 kg/j/hab. soit 1 hab. ⇔ 1,18 EH	0,052 kg/j/hab. soit 1 hab. ⇔ 0,75 EH	0,016 kg/j/hab. soit 1 hab. ⇔ 1,14 EH	0,0017 kg/j/hab. soit 1 hab. ⇔ 0,87 EH
* 1 bilan 24 h réalisé le 14-15/11/2011					

2.6.5 CARACTERISTIQUES DE LA STATION D'EPURATION PROJETEE

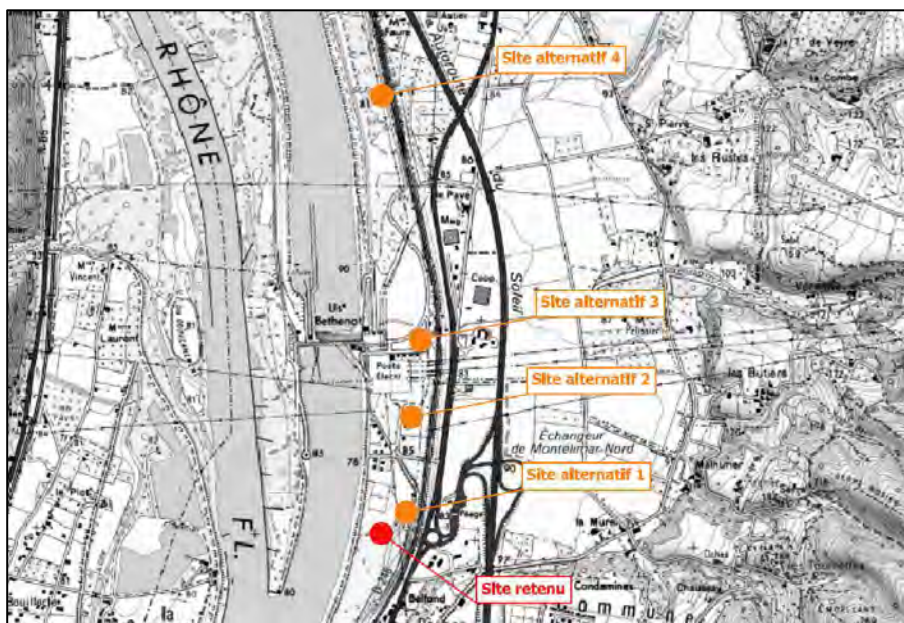
Sources : Création d'une station d'épuration intercommunale de Saulce-sur-Rhône / Les Tournettes et raccordement des réseaux existants à la station, étude de faisabilité, Cabinet MERLIN, 2010 – Station d'épuration de Saulce-sur-Rhône / Les Tournettes, Note sur l'organisation du système d'assainissement et les charges de dimensionnement projetées, EURYECE, 2012

Compte tenu des insuffisances constatées sur les ouvrages de traitement existants du système d'assainissement de Saulce-sur-Rhône, de l'absence d'ouvrages de traitement aux Tournettes, et des perspectives de développement de la population et des activités de ces deux communes, la Communauté d'Agglomération a décidé d'engager la création d'une station d'épuration intercommunale, définie sur la base des charges à traiter à l'horizon 2035.

L'avantage de la mise en œuvre d'une seule installation de traitement des eaux usées pour les deux communes réside dans les économies d'échelle réalisées grâce au regroupement des effluents en un seul site, permettant ainsi de réduire les coûts d'investissement et d'exploitation.

2.6.5.1 Choix du site

La Communauté d'Agglomération Montélimar SESAME a étudié plusieurs sites alternatifs pour l'implantation de la future station d'épuration, le site initialement retenu étant localisé en zone humide :¹



LOCALISATION DES IMPLANTATIONS ALTERNATIVES AU SITE RETENU

Suite à différentes études et notamment au diagnostic de SAGE Environnement concernant les zones humides, la SESAME a maintenu la création de la station d'épuration intercommunale sur le site initial (parcelle n°106, section AB sur la commune des Tournettes).

¹ L'orientation fondamentale n°6B du SDAGE Rhône Méditerranée 2010-2015 concernant la prise en compte, la préservation et la restauration des zones humides vise notamment la nécessité de « ne pas dégrader les zones humides existantes et leurs bassins d'alimentation [...] ».

Néanmoins, l'accès au site de la station d'épuration projetée étant pour partie localisé en zone humide, des mesures compensatoires seront mises en œuvre et consisteront notamment en la reconstitution d'une zone humide de 800 m² (le double de la surface détruite) sur des parcelles situées à l'ouest du Logis Neuf et au nord du Blomard, appartenant à la commune des Tourrettes.

2.6.5.2 Hypothèses de dimensionnement

Le tableau suivant reprend les hypothèses retenues à l'horizon 2035 pour le dimensionnement de la station d'épuration intercommunale :

	<i>SAULCE-SUR-RHONE</i>	LES TOURRETTES
Population raccordée (EH)	2 025	1 226
Population saisonnière (EH)	100	70
Raccordements annexes (EH)	30	
Activités (EH)	2 800	250
Raccordements annexes d'activités (EH)	40	
TOTAL	6 541 EH	

Rappel : 1 EH \Leftrightarrow 60 g DBO₅/H

Le dimensionnement retenu pour les futurs ouvrages de traitement des eaux usées est de 6 500 EH.

2.6.5.3 Apports d'eaux claires parasites permanentes et surfaces actives apparentes pris en compte

Les hypothèses d'apports d'eaux claires parasites permanentes (ECP) et de surfaces actives apparentes prises en compte pour le dimensionnement de la station d'épuration intercommunale figurent dans le tableau ci-dessous :

	<i>SAULCE-SUR-RHONE</i>	<i>REYS-DE-SAULCE</i>	LES TOURRETTES
Surface active apparente en aval du bassin (objectifs)	15 000 m ² (après travaux)	PR Akéna : 2 000 m ² PR du Pavé : 3 000 m ²	9 000 m ²
Apports d'ECP (objectifs)	3 m ³ /h soit 72 m ³ /j (après travaux)	2 m ³ /h soit 48 m ³ /j	2 m ³ /h soit 48 m ³ /j

Nota :

Les tests à la fumée réalisés du 27 juin au 2 juillet 2012 sur l'ensemble de la commune des Tourrettes ont abouti à une surface active apparente de 6 700 m² dont environ 1 100 m² en domaine public.

Les objectifs de réduction de la surface active apparente de la commune pris en compte dans les hypothèses de dimensionnement de la station d'épuration (surfaces actives résiduelles après travaux : 9 000 m²) seront donc facilement atteignables.

Pour les eaux claires parasites permanentes, il a été retenu en situation projetée des apports (2 m³/h) supérieurs à ceux mesurés en 2011 (1,2 m³/h), car la campagne a eu lieu en situation de nappe basse. La valeur de 2 m³/h est une valeur définie et arrondie arbitrairement.

Or, des inspections télévisées ont eu lieu en mai 2013 et ont permis de mettre en évidence un certain nombre de dégradations pouvant être à l'origine des intrusions d'eaux claires parasites permanentes. Le gain potentiel s'élève à 15,4 m³/j avec les travaux envisagés et permettra de diminuer les apports pris en compte dans le dimensionnement de la station d'épuration.

2.6.5.4 Dimensionnement du poste de refoulement général des Tourrettes

Ce poste reprend les effluents du réseau des Tourrettes, à proximité de son exutoire. Les effluents repris sont refoulés vers le réseau gravitaire projeté desservant la future station d'épuration intercommunale.

Le débit de pointe de temps sec du poste général a été calculé sur la base des données (évolution et répartition) de population et d'activités projetées à l'horizon 2035, des dotations unitaires et du volume résiduel d'eaux claires parasites permanentes.

Le dimensionnement du PR sera le suivant :

OUVRAGE	DIMENSIONNEMENT	OBSERVATIONS
PR général des Tourrettes	60 m ³ /h (valeur tenant compte de la capacité hydraulique projetée de la station d'épuration (150 m ³ /h), déduction faite de la capacité du PR général de Saulce)	Au-delà de ce débit, fixé comme limite de calage d'un futur déversoir (trop-plein de poste), il y a surverse.

Sur la base de ce dimensionnement, un bassin d'orage d'un volume de 30 m³ sera nécessaire afin d'éviter tout déversement au milieu naturel pour les événements de fréquence d'apparition inférieure ou égale à la pluie mensuelle.

Notons que l'étude des données d'autosurveillance de la station d'épuration sur une année permettra de déterminer le gain de surface active obtenu après la réalisation des travaux.

Si la surface active apparente est plus faible que celle prévue dans les objectifs de dimensionnement du bassin d'orage associé au trop-plein du PR général des Tourrettes, le volume de celui-ci pourra être revu à la baisse.

2.6.5.5 Charges de dimensionnement retenues

○ Synthèse des charges de dimensionnement retenues

Les charges de dimensionnement retenues pour la station d'épuration intercommunale sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

	SITUATION NOMINALE 2035 TEMPS SEC	SITUATION DE POINTE 2035 TEMPS DE PLUIE	MOYENNE SEMAINE DE POINTE*
Volume journalier	1 123 m ³ /j	1 293 m ³ /j	1 147 m ³ /j
DBO ₅	390 kg/j	415 kg/j	394 kg/j
DCO	780 kg/j	845 kg/j	789 kg/j
MES	455 kg/j	519 kg/j	464 kg/j
NTK	91 kg/j	97 kg/j	92 kg/j
PT	13 kg/j	14 kg/j	13 kg/j

* La situation moyenne de la semaine de pointe est ici définie comme la moyenne pondérée de la charge hydraulique et polluante de 6 journées nominales de temps sec et une journée de temps de pluie (temps sec + vidange des bassins d'orage)

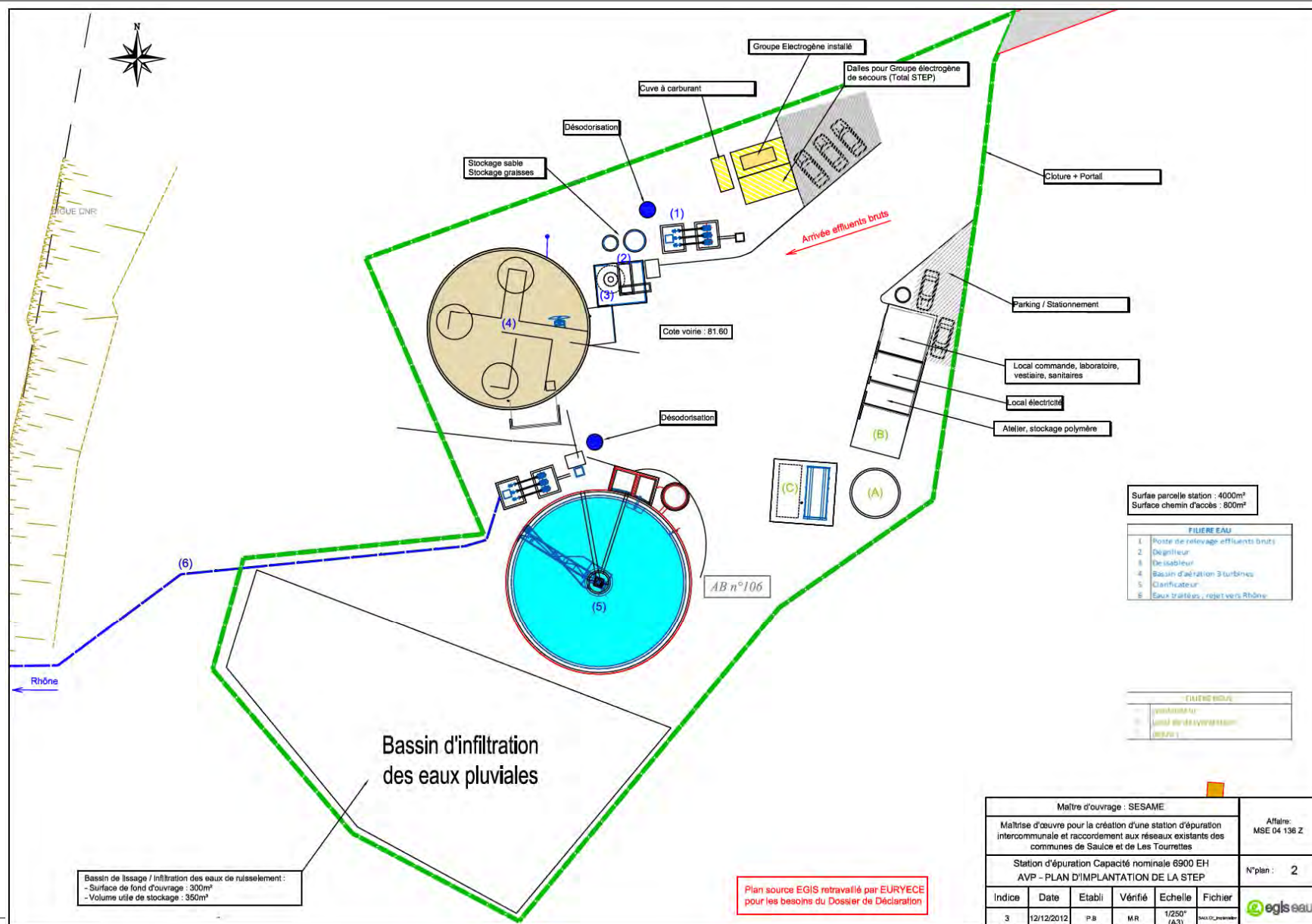
○ Débit de référence de la station d'épuration

Le débit de référence des ouvrages est le débit au-delà duquel les objectifs de traitement minimum de la station ne peuvent garantis et qui conduit à des rejets dans le milieu récepteur au niveau des déversoirs d'orage ou by-pass.

Le débit de référence retenu pour la nouvelle station d'épuration s'élève à 1 750 m³/j.

2.6.5.6 Filière de traitement projetée

- Capacité nominale : 6 500 EH,
- Type : boues activées faible charge,
- Prétraitements : tamisage, dessablage, déshuilage/dégraissage,
- Bassin d'aération,
- Dégazeur,
- Clarificateur,
- Traitement des boues : déshydratation par centrifugation,
- Normes de rejet conformes à l'arrêté du 22 juin 2007 :
 - DBO₅ : 25 mg/l
 - DCO : 125 mg/l
 - MES : 35 mg/l



3 ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Voir la carte du zonage d'assainissement

Le zonage de l'urbanisation considéré ci-après correspond aux zones définies dans le Plan Local d'Urbanisme en cours d'élaboration. On distingue les zones urbaines (UA, UD, UE, UF, UH et UL), les zones à urbaniser (AU et AUE), la zone agricole (A) et la zone naturelle et forestière (N).

Leurs caractéristiques en termes d'urbanisation et le zonage d'assainissement retenu pour chacune sont détaillés ci-dessous.

3.1 ZONES URBAINES - UA, UD UE, UF, UH ET UL

3.1.1 ZONE UA

Configuration de l'habitat

Il s'agit du centre village de la commune des Tourrettes. Cette zone comporte un secteur UAI, correspondant au lotissement des Lavandins et une zone UAa correspondant au bâti ancien.

Assainissement actuel

Les habitations existantes sur la zone UA au centre-ville de la commune sont desservies par le réseau d'assainissement collectif.

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UA :

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3.1.2 ZONE UD

Configuration de l'habitat

Il s'agit d'une zone d'habitat résidentiel peu dense.

Assainissement actuel

Les habitations existantes sur la zone UD sont desservies par le réseau d'assainissement collectif.

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte existante, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UD :

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3.1.3 ZONE UE

Configuration de l'habitat

Il s'agit d'une zone urbanisée à vocation d'activités économiques.

Assainissement actuel

La zone UE est desservie par le réseau d'assainissement collectif.

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UE :

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3.1.4 ZONE UF

Configuration de l'habitat

Il s'agit d'une zone d'activités liée à l'autoroute.

Assainissement actuel

La zone UF, pour sa partie occupée par les bâtiments liés à l'exploitation de l'autoroute (zone échangeur et bâtiment annexe), est desservie par le réseau d'assainissement collectif (hors emprise autoroute).

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UF :

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Nota : contrairement aux autres zones U desservies par l'assainissement collectif, cette zone n'est pas représentée en bleu sur le plan de zonage pour des raisons de lisibilité, la plupart de l'emprise de celle-ci correspondant à l'autoroute A7.

3.1.5 ZONE UH

Configuration de l'habitat

Il s'agit d'une zone urbanisée à vocation hôtelière et touristique.

Assainissement actuel

La zone UH est desservie par le réseau d'assainissement collectif.

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UH :

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3.1.6 ZONE UL

Configuration de l'habitat

Il s'agit d'une zone urbanisée à vocation de loisirs.

Assainissement actuel

La zone UL est desservie par le réseau d'assainissement collectif.

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UL :

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3.2 ZONES A URBANISER – AU ET AUE

3.2.1 ZONE AU

Configuration de l'habitat

Il s'agit d'une zone d'urbanisation future, à vocation principale d'habitat, peu ou non équipée. La capacité des réseaux périphériques est suffisante pour desservir les constructions à implanter. Les opérations qui auront lieu dans cette zone devront couvrir la totalité du secteur concerné ou être réalisées par tranches. Dans le cas de réalisation par tranche, les interventions ne devront pas compromettre l'urbanisation du reste de la zone.

Cette zone concerne trois secteurs de la commune :

- Le premier localisé au sud du rond-point de l'autoroute,
- Le deuxième situé au sud du secteur « Belfond »,
- Le dernier, dénommé AUa, attenant au centre village de la commune.

Assainissement actuel

A l'exception d'une zone enclavée à l'est du secteur de Belfond, les trois secteurs AU mentionnés ci-dessus sont tous desservis en limite de zone par le réseau d'assainissement collectif.

Zonage de l'assainissement

Afin de désenclaver la zone à l'est du secteur de Belfond, une extension de réseau vers le nord en gravitaire est envisagée.

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et de l'extension projetée, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE AU :

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3.2.2 ZONE AUE

Configuration de l'habitat

Il s'agit d'une zone localisée au nord de la commune, peu ou non équipée, destinée aux activités industrielles, artisanales et commerciales. La capacité des réseaux périphériques est suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Assainissement actuel

Cette zone n'est pas desservie par le réseau d'assainissement collectif.

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'extension projetée vers Saulce-sur-Rhône, le secteur AUE sera desservi, en limite de zone, par le réseau d'eaux usées. La mise en place des réseaux d'assainissement à l'intérieur de la zone AUE ainsi que le raccordement des nouvelles constructions seront à la charge des aménageurs.

Le zonage d'assainissement retenu sur ce secteur est donc le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE AUE :

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3.3 ZONES AGRICOLES – A

Configuration de l'habitat

Il s'agit d'une zone d'exploitation des richesses du sol (agricole ou forestière), dans laquelle les constructions sont interdites, à l'exception de celles liées à l'exploitation de ces richesses. Cette zone présente un habitat diffus, éloigné des réseaux d'assainissement collectif.

Assainissement actuel

Les habitations présentes dans cette zone sont en assainissement non collectif.

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et de la configuration de l'habitat, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE A :

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

SAUF SI LE RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT PASSE EN LIMITE DE PARCELLE

3.4 ZONES NATURELLES ET FORESTIERES – N

Configuration de l'habitat

Il s'agit d'une zone, équipée ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espace naturel. Cette zone présente un habitat diffus, éloigné des réseaux d'assainissement collectif.

Assainissement actuel

Les habitations présentes dans cette zone sont en assainissement non collectif.

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et de la configuration de l'habitat, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE N :

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

SAUF SI LE RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT PASSE EN LIMITE DE PARCELLE

4 PRINCIPALES DISPOSITIONS DECOULANT DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

4.1 ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.1.1 OBLIGATION DE RACCORDEMENT

Code de la santé publique, Art. L. 1331-1 :

Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte. [...]

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article « L. 2224-12-2 » du code général des collectivités territoriales. [...]

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-8 :

Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %.

4.1.2 CONDITIONS DE RACCORDEMENT

4.1.2.1 Les déversements

Le réseau d'assainissement collecte les eaux usées domestiques, comprenant les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilette, ...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

Par contre, il est formellement interdit de déverser dans le réseau d'assainissement :

- le contenu des fosses septiques,
- l'effluent des fosses septiques,
- les ordures ménagères,
- les huiles usagées,
- les eaux pluviales,

Et d'une façon générale, tout corps solide ou susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau.

Les restaurants et les cuisines collectives doivent être équipés de bacs dégraisseurs régulièrement entretenus.

Le déversement d'eaux usées industrielles doit être défini par une convention spéciale de déversement passée entre le service assainissement et l'établissement industriel.

4.1.3 LES BRANCHEMENTS

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement,
- un regard de branchement placé de préférence sur le domaine public,
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble.

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée au service d'assainissement. L'acceptation par le service d'assainissement crée la convention de déversement entre les parties.

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-2 :

Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent. Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal.

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-4 :

Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. La commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement.

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-5 :

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

Si le raccordement n'est pas possible gravitairement, il appartient au propriétaire de mettre en place à ses frais un poste de relèvement individuel.

4.1.3.1 Contrôle des branchements

Le service d'assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service, tout prélèvement ou contrôle qu'il estimerait utile. Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application de cette disposition. Si les rejets ne sont pas conformes, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'utilisateur.

La commune peut exiger du propriétaire qu'il remédie aux malfaçons ou aux erreurs constatées, et après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

4.1.3.2 Redevance d'assainissement

Code général des collectivités territoriales, Art. R. 2224-19 :

Tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R. 2224-19-1 à R. 2224-19-11.

L'utilisateur domestique raccordé à un réseau public d'évacuation des eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement.

4.1.3.3 Participation financière des immeubles soumis à l'obligation de raccordement

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-7 :

Les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées en application de l'article L. 1331-1 peuvent être astreints par la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte compétent en matière d'assainissement collectif, pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation, à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif.

Cette participation s'élève au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose de l'installation mentionnée au premier alinéa du présent article, diminué, le cas échéant, du montant du remboursement dû par le même propriétaire en application de l'article L. 1331-2. [...]

Une délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public détermine les modalités de calcul de cette participation.

4.2 ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.2.1 SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

Les habitations situées dans les zones d'assainissement non collectif doivent être équipées de systèmes d'épuration conformes à la réglementation et en bon état de fonctionnement.

Conformément à l'article L. 2224-8 du Code général des collectivités territoriales, les communes sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif. Elles peuvent également, si elles le décident et sur demande du propriétaire, en assurer l'entretien et effectuer les travaux de réhabilitation.

Ce travail revient au service public d'assainissement non collectif (ou SPANC). La commune des Tourrettes est rattachée au SPANC de la Communauté d'Agglomération Montélimar Sésame depuis 2010, date de l'entrée de la commune au sein de l'agglomération.

Le contrôle des installations est encadré de la manière suivante :

- installation neuve ou à réhabiliter :
 - examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager,
 - vérification de l'exécution,
- autres installations :
 - vérification du fonctionnement et de l'entretien,
 - si nécessaire, une liste des travaux à effectuer est réalisée pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement,
- une fois le diagnostic initial réalisé, le contrôle de bon fonctionnement est effectué sur la Communauté d'Agglomération, selon une périodicité comprise entre 4 et 8 ans en fonction des installations.

Nota : si un propriétaire d'habitation située en zone d'assainissement non collectif souhaite le raccordement au réseau d'eaux usées, il doit en faire la demande auprès de la collectivité, qui est libre d'accéder ou non à cette demande et d'effectuer les travaux.

4.2.2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ATTACHEES AUX DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.2.2.1 Recommandations générales

Les eaux pluviales ne doivent pas être raccordées aux dispositifs d'assainissement non collectif.

Les terrains de recouvrement des dispositifs de traitement doivent rester hors circulation et ne pas être plantés d'arbres ou arbustes (en raison des dommages causés par les systèmes racinaires).

L'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 précise que les installations d'assainissement individuelles devront être situées à une distance minimale de 35 m des captages déclarés d'eau utilisés pour l'alimentation humaine.

4.2.2.2 Prétraitement

La fosse septique toutes eaux est un dispositif de prétraitement qui reçoit toutes les eaux usées domestiques.

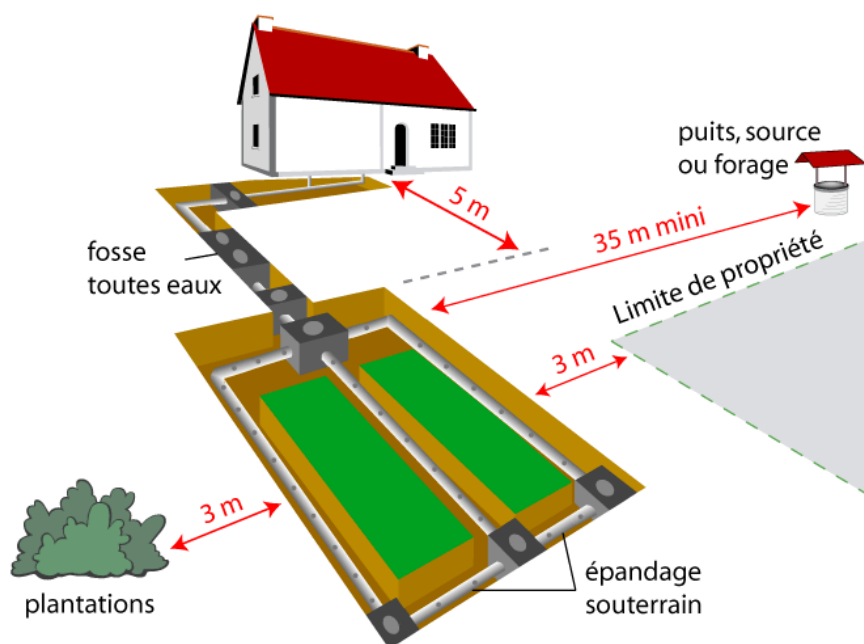
4.2.2.3 Traitement

Le traitement des eaux en sortie de fosse septique est obligatoire. L'épuration est réalisée par infiltration dans un ouvrage adapté aux conditions du terrain et au volume d'eau à épurer.

Les principales filières classiques sont les tranchées d'épandage dans le sol en place, de lits filtrants non drainés (filtres à sable), ou de lits filtrants drainés à flux vertical.

L'arrêté du 27 avril 2012 indique par ailleurs que les eaux usées domestiques peuvent être traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement, selon des modalités décrites à l'article 8 de l'arrêté susmentionné. Ces installations (parmi lesquelles des procédés de type micro-station, filtre compact, etc.) sont généralement dimensionnées sur la base d'une pièce principale = un équivalent-habitant.

L'implantation des dispositifs de traitement doit respecter une distance minimale de 35 m par rapport à un captage déclaré d'eau potable, 5 m par rapport à une habitation, 3 m par rapport aux limites de propriété, et 3 m par rapport à tout arbre :



Source : Agence régionale de l'environnement de Haute Normandie

Les caractéristiques principales des filières classiques sont rapportées ci-après.

Tranchées d'infiltration à faible profondeur (sol en place)

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

Les longueurs de tranchées sont définies en fonction de la capacité d'infiltration des eaux par le sol. L'épandage souterrain est réalisé par l'intermédiaire de drains d'épandage placés dans un ensemble de tranchées. 45 ml de tranchées filtrantes sont nécessaires pour une habitation de 5 pièces principales, 10 ml de tranchées devant être ajoutés par pièce supplémentaire. Dans le cas de sols peu perméables, le dimensionnement de ces tranchées doit être revu à la hausse.

Caractéristiques principales :

- Profondeur de tranchée : 0,60 à 1 m sous la surface du sol. Le fond de fouille doit être horizontal ;
- Largeur de tranchée : 0,50 m minimum ;
- Longueur de tranchée : 30 m maximum. Il est préférable d'augmenter le nombre des tranchées plutôt que de les rallonger ;
- Espacement entre tranchées : 1,50 m au minimum.

Tranchées d'infiltration en terrain pentu (pente supérieure à 5 %)

Les tranchées d'infiltration doivent être horizontales et peu profondes, réalisées perpendiculairement à la plus grande pente.

Quelques différences avec les tranchées classiques sont à signaler :

- Les tranchées sont séparées par une distance minimale de 3 m de sol naturel, soit 3,5 m d'axe en axe, et ont une profondeur comprise entre 0,60 et 0,80 m ;
- Malgré la pente, l'eau ne doit pas avoir de chemin préférentiel dans l'épandage. Le départ de chaque tuyau plein du regard de répartition est horizontal sur au moins 0,50 m.

Filtre à sable vertical non drainé

Dans le cas d'un sol de caractéristiques inappropriées, un sable adapté (siliceux, lavé, et respectant un fuseau granulométrique précis) se substitue au sol en place pour recevoir et traiter les effluents prétraités.

La surface est de 25 m², pour une habitation de 5 pièces principales, à laquelle s'ajoutent 5 m² par pièce principale supplémentaire. Dans le cas des habitations comportant moins de 5 pièces principales, un minimum de 20 m² est nécessaire.

Le fond du filtre à sable doit être horizontal et se situer entre 1,10 m minimum et 1,60 m maximum sous le terrain naturel.

Le filtre à sable doit avoir, au minimum, une largeur de 5 m et une longueur de 4 m.

Si le sol est fissuré, le fond de fouille devra être recouvert d'un géotextile, ou mieux, d'une géogrille.

Filtre à sable vertical drainé

Même principe que pour le filtre à sable non drainé, avec seulement reprise des effluents traités par des drains disposés en fond de massif filtrant, et évacuation vers, des tranchées d'infiltration-dispersion, un puits d'infiltration (après autorisation de la collectivité sur la base d'une étude hydrogéologique) ou un milieu hydraulique superficiel (après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur).

Même bases de dimensionnement que le filtre à sable drainé.

Fond du filtre : horizontal, entre 1,20 m minimum et 1,70 m maximum sous le terrain naturel.

Si le milieu souterrain est vulnérable (nappe et sol fissuré par exemple), mettre un film imperméable en fond de fouille, remontant sur les parois verticales.

Tertre d'infiltration

Même principe que pour le filtre à sable non drainé. Le tertre est utilisé lorsque la nappe d'eau souterraine est proche de la surface (ou également en cas de substratum rocheux à faible profondeur).

Le lit filtrant est réalisé au-dessus du sol existant. Il peut s'appuyer sur une pente, être en partie enterré, ou totalement hors sol, avec en général la nécessité de mettre en place un poste de relevage des effluents prétraités si l'habitation n'est pas en surplomb du tertre.

Bases de dimensionnement :

- Sommet du tertre : mêmes dimensions que pour le filtre à sable drainé ;
- Base du tertre :
 - 60 m² si perméabilité du sol en place comprise entre 30 et 500 mm/h (+ 20 m² par pièce principale au-delà de 5 pièces)
 - 90 m² si perméabilité du sol en place comprise entre 15 et 30 mm/h (+ 30 m² par pièce principale au-delà de 5 pièces).

4.2.2.4 Entretien des installations

L'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif autonome est un élément prépondérant de leur bon fonctionnement.

Les justifications de ces opérations doivent être fournies aux agents du SPANC.

L'entretien porte essentiellement sur les dispositifs effectuant le prétraitement des effluents :

EQUIPEMENT	OBJECTIF DE L'ENTRETIEN	ACTION D'ENTRETIEN	PERIODICITE
Fosse toutes eaux	Eviter tout entraînement ou tout débordement des boues et des flottants	Vidange	Conseillée au moins tous les 4 ans
Bac dégraisseur	Eviter toute obstruction, sortie de graisse ou de matières sédimentaires	Nettoyage, vidange, curage	Au moins tous les 6 mois

5 PROGRAMME DE TRAVAUX

5.1 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.1.1 REHABILITATION DES DISPOSITIFS NON CONFORMES

Sur les zones d'assainissement non collectif, la diminution des rejets diffus dans le milieu naturel passe par la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif présentant des dysfonctionnements ou non conformes à la réglementation. Il est notamment primordial de supprimer tous les rejets directs dans les cours d'eau et dans les sols (avec ou sans prétraitement en fosse septique ou toutes eaux).

Comme cela est précisé au chapitre 2.5.1 du présent document, à ce jour, sur les 42 installations contrôlées, 50 % ont fait l'objet d'un avis défavorable du SPANC. Ces installations devront donc faire l'objet de travaux correctifs.

5.1.2 INVESTISSEMENTS

Les frais d'investissement et d'amortissement des installations sont à la charge des propriétaires.

Coût moyen hors taxe, pose comprise, d'un dispositif complet avec fosse toutes eaux et massif filtrant : 5 500 à 8 500 € HT (filières classiques de type épandage ou filtre à sable non drainé).

Dans un contexte défavorable (fortes contraintes d'espace, de topographie, de nature ou d'occupation des sols, de milieu récepteur, ...), ces coûts peuvent dépasser 10 000 € HT par installation.

Les propriétaires peuvent bénéficier, dans certaines conditions, d'aides financières de l'Agence de l'Eau en signant une convention avec le SPANC de la Communauté d'Agglomération Montélimar SESAME.

5.1.3 ENTRETIEN

L'entretien recouvre essentiellement la vidange de la fosse toutes eaux, mais aussi celle du bac à graisse et autres opérations telles que le nettoyage ou le remplacement du matériau du préfiltre, et le curage de certaines canalisations.

A titre indicatif, la vidange d'une fosse septique ou d'une fosse toutes eaux, qui doit être réalisée au moins tous les 4 ans, se situe dans une fourchette de 80 à 100 € TTC par an.

5.2 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Dans les chapitres suivants, les échéances de réalisation des travaux sont définies de la façon suivante :

- Court terme : 2013 – 2014,
- Moyen terme : 2015 – 2018,
- Long terme : supérieur à 2018.

5.2.1 EXTENSIONS DE RESEAU

5.2.1.1 Cas de la zone AUE située au nord de la commune

Deux solutions sont envisagées pour le raccordement de la future zone AUE au nord de la commune :

- Soit le raccordement vers Saulce-sur-Rhône, au niveau de la zone d'activités du Pavé,
- Soit le raccordement vers les Tourrettes, au droit du rond-point de l'autoroute.

Au vu de la configuration du terrain (pente quasi nulle) et des cotes fil d'eau relevées (- 2,4 m côté Saulce-sur-Rhône, - 0,75 m côté Les Tourrettes), le raccordement de la zone AUE vers Saulce-sur-Rhône a été retenu. Il permettra en outre le raccordement des futurs bâtiments de la zone en gravitaire.

5.2.1.2 Synthèse des extensions projetées

Le tableau ci-dessous synthétise les travaux projetés en matière d'extension de réseau ainsi que les coûts et les échéances de réalisation :

INTITULE DES TRAVAUX - LOCALISATION	MONTANT	ECHEANCE
Nord lotissement des lavandins – Zone AU <i>280 ml de réseau gravitaire</i>	90 000 € HT	Court terme
Desserte de la future zone d'activité – Zone AUE <i>160 ml de réseau gravitaire</i>	50 000 € HT	Long terme
Raccordement de Saulce-sur-Rhône vers la nouvelle station d'épuration intercommunale comprenant la réalisation : <ul style="list-style-type: none"> - 2 360 ml de réseau gravitaire depuis Saulce-sur-Rhône, - 230 ml de réseau gravitaire permettant de desservir les habitations de la CNR 	765 000 € HT	Court terme
Raccordement des Tourrettes vers la nouvelle station d'épuration intercommunale comprenant la réalisation : <ul style="list-style-type: none"> - du poste de refoulement des effluents vers la nouvelle station d'épuration intercommunale, - de 1 070 ml de réseau de refoulement depuis le nouveau poste jusqu'à la nouvelle station. 	303 000 € HT	Court terme
TOTAL	1 208 000 € H.T	-

Les montants ne tiennent en aucun cas compte des travaux de desserte (réseaux, poste de refoulement, ...) à l'intérieur des zones AU qui resteront à la charge des aménageurs : il leur appartiendra de faire le nécessaire pour se raccorder sur les conduites publiques existantes.

Une participation financière sera demandée à l'aménageur pour l'éventuel redimensionnement des réseaux et postes de refoulements (existants ou prévus).

Ces préconisations devront être intégrées à la note sur les orientations d'aménagement du PLU.

Nota : les travaux d'extension figurant dans le tableau ci-avant tiennent compte des branchements pour les habitations existantes.

5.2.2 REDUCTION DES EAUX CLAIRES PARASITES PERMANENTES

Le tableau ci-dessous regroupe les travaux de réduction des Eaux Claires Parasites Permanentes à effectuer sur le réseau d'assainissement à moyen terme. Les coûts sont également indiqués :

TRONÇON	INTITULE DES TRAVAUX - LOCALISATION	MONTANT
RV1414 à RV156	Reprise du branchement pénétrant <i>Installation de chantier – Signalisation</i> <i>Reprise branchement pénétrant (1 unité)</i>	2 500 € H.T
	Reprise ponctuelle de réseau <i>Installation de chantier – Signalisation – Déviation effluents</i> <i>Fourniture et pose d'un nouveau réseau (3ml)</i>	2 500 € H.T
RV22 à RV...	Reprise ponctuelle de réseau <i>Installation de chantier – Signalisation – Déviation effluents</i> <i>Fourniture et pose d'un nouveau réseau</i>	9 000 € H.T
	Reprise étanchéité de regard <i>Installation de chantier – Signalisation – Déviation effluents</i> <i>Reprise étanchement de regard (1 unité)</i>	1 500 € H.T
RV20 à RV...	Reprise intégrale du réseau <i>Installation de chantier – Signalisation – Déviation effluents</i> <i>Fourniture et pose d'un nouveau réseau (22 ml)</i>	13 000 € HT
	Reprise ponctuelle de réseau et reprise branchements pénétrants <i>Installation de chantier – Signalisation – Déviation effluents</i> <i>Fourniture et pose d'un nouveau réseau (15 ml)</i> <i>Reprise branchement pénétrant (1 unité)</i>	11 000 € H.T
	Création de regards <i>Installation de chantier</i> <i>Création de regards visitables en amont et en aval de l'autoroute (2 unités)</i>	7 500 € H.T
	TOTAL	47 000 € H.T

Le coût des travaux comprend, adapté pour chaque situation : installation de chantier, signalisation, curage, passage caméra, déviation de réseau, pompage de nappe, contrôle d'étanchéité.

Ces travaux doivent notamment permettre de réduire les apports d'eaux claires parasites permanentes de 15,4 m³/j.

5.2.3 REDUCTION DES DEVERSEMENTS AU MILIEU NATUREL

5.2.3.1 Aménagement des ouvrages existants

Les mesures suivantes vont être prises sur les déversoirs d'orage existants, en complément des travaux de réduction des apports d'eaux claires parasites météoriques (cf. chapitre suivant) :

OUVRAGE	DO1	DO2
Aménagement	Réhausse du seuil de surverse	Réhausse du seuil de surverse
Auto-surveillance	Mise en place de détecteurs de surverse	
Objectif minimum	Absence de déversement pour toute pluie mensuelle	

Les déversoirs seront équipés de dispositifs de rétention des éléments flottants, adaptés à la configuration et à la dimension des ouvrages.

5.2.3.2 Aménagement des nouveaux ouvrages

Le coût de la création d'un bassin d'orage de 30 m³, associé à la création du trop-plein du poste de refoulement général des Tourrettes et destiné à supprimer les déversements vers le milieu naturel pour toute pluie de fréquence d'apparition inférieure ou égale à 1 mois est évalué à 20 000 € HT. La mise en œuvre de ce bassin d'orage est envisagée à moyen terme (2016).

5.2.4 REDUCTION DES EAUX CLAIRES PARASITES METEORIQUES

Des tests à la fumée ont été menés sur le réseau du 27 juin au 2 juillet 2012 afin de localiser les points d'intrusion d'eaux claires parasites météoriques dans le réseau d'eaux usées. Ces investigations ont abouti à un programme de travaux complémentaire afin d'améliorer le fonctionnement des réseaux et de la station d'épuration :

OPÉRATION	CONSISTANCE / POINTS IMPORTANTS	ÉCHÉANCE	OBJECTIF	COÛT ESTIMATIF
Mise en conformité de branchement en domaine public	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déconnexion/reprise de réseau, reprise de regard 	Moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction de la surface active d'environ <u>1 100 m²</u> 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>8 000 € HT</u>
Mise en conformité de branchement en domaine privé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Environ 40 interventions ▪ Travaux en domaine privé, à la charge des particuliers ▪ <u>Information</u> des particuliers à réaliser par la commune 	Moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction de la surface active d'environ <u>5 200 m²</u> 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Coût généralement compris <u>entre 1 000 et 3 000 € HT par branchement</u>, selon le contexte (hors petits correctifs)
Contrôles complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 5 anomalies à revoir 	Moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction de la surface active d'environ <u>400 m²</u> 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégré à l'exploitation du service

L'étude des données d'autosurveillance de la station d'épuration sur une année permettra de déterminer le gain de surface active obtenu après la réalisation des travaux.

Si la surface active apparente est plus faible que celle prévue dans les objectifs de dimensionnement du bassin d'orage associé au trop-plein du PR général des Tourrettes, le volume de celui-ci pourra être revu à la baisse.

5.2.5 CREATION DE LA STATION D'EPURATION INTERCOMMUNALE

L'enveloppe prévisionnelle des travaux de création de la station d'épuration intercommunale de Saulce-sur-Rhône et des Tourrettes s'élève à 2 250 000 € HT.

5.2.6 SYNTHÈSE DU PROGRAMME DE TRAVAUX

Le tableau suivant reprend l'ensemble des travaux de réhabilitation et travaux neufs projetés pour le système d'assainissement des Tourrettes.

Il s'appuie sur : les données du schéma directeur de Saulce (Euryèce, 2008-2012) ; l'étude de faisabilité de la station d'épuration et des réseaux de transfert (Cabinet Merlin, 2010) ; l'avant-projet de la station d'épuration et des réseaux de transfert (Egis, 2012), la campagne de mesures de 2011, les investigations complémentaires (AVS, 2013) et l'étude de scénarii de substitution au projet d'implantation de la station d'épuration de Saulce/Les Tourrettes (Cabinet Merlin, 2013) :

TYPE D'OPERATION	LOCALISATION	CONSISTANCE	ECHEANCE - COUT			RESULTATS ATTENDUS		
			2014-2015	2016-2019	> 2019	REDUCTION D'ECPP	REDUCTION D'ECPP/DEVERSEMENTS	AUTRES
1 - Mesures et études complémentaires	Totalité de la commune des Tourrettes	▪ Exploitation de l'auto-surveillance des Tourrettes, mise en place avec les nouveaux ouvrages (réseaux de transfert et station d'épuration). Durée : 1 an minimum.	Intégré à l'exploitation des services	-	-	-	▪ Réévaluation de la nécessité de mettre en place les bassins d'orage et ouvrages associés, et de leur dimensionnement (cf. opération [5] du présent programme)	-
2 - Restructuration des collecteurs d'eaux usées	ZA de Belfond Avenue du Blomard Rue des Accacias	▪ Reprises de réseau, reprise de branchements et pose de nouveaux collecteurs ▪ Création de deux regards en amont et en aval de l'autoroute	-	47 000 € HT	-	▪ Objectif pré-intégré dans le dimensionnement de la station d'épuration : maintien d'un résiduel de 48 m³/j ▪ Objectif après passage caméra : 15,4 m³/j d'ECPP en moins, soit environ 33 m³/j d'ECPP après travaux	-	▪ Les regards en amont et en aval de l'autoroute permettront de réaliser un passage caméra du tronçon sous l'autoroute et d'établir si des travaux sont nécessaires
3 - Déconnexions eaux pluviales / eaux usées	Totalité de la commune des Tourrettes	▪ Déconnexions / reprises de réseau en <u>domaine public</u> ▪ Reprises de branchements en <u>domaine privé</u> (information des usagers à la charge de la collectivité)	-	8 000 € HT (public) 1 000 à 3 000 € HT par branchement (privé)	-	-	▪ Suppression de 6 700 m² de surf. active ▪ Suppression de tout déversement pour la pluie mensuelle, en combinaison avec l'opération [5] du présent programme	-
4 - Réseaux de transfert	Les Tourrettes / Saulce	▪ Réseau gravitaire de transfert vers la station d'épuration intercommunale (2 360 m, dont 1 670 m aux Tourrettes) ▪ Réseau permettant de desservir les habitations de la CNR (230 ml)	765 000 € HT	-	-	-	-	▪ Transfert et mise en commun des effluents de Saulce et des Tourrettes
	Les Tourrettes	▪ PR général des Tourrettes (60 m³/h) ▪ Réseau de refoulement du PR général des Tourrettes (1 070 m)	303 000 € HT	-	-	-	-	
5 - Création bassin d'orage et ouvrage associé	PR général des Tourrettes	▪ Bassin d'orage de 30 m³ (associé au trop-plein du PR à créer)	-	En 2016 (études, maîtrise d'œuvre, travaux) : 20 000 € HT	-	-	-	▪ Suppression de tout déversement pour la pluie mensuelle, en combinaison avec l'opération [3] du présent programme
6 – Extensions de réseaux	Nord lotissement des lavandins – zone AU	▪ 280 ml de réseau gravitaire	90 000 € HT	-	-	-	-	▪ Desserte des zones à urbaniser par l'assainissement collectif
	Desserte de la future zone d'activités – zone AUE	▪ 160 ml de réseau gravitaire	-	-	50 000 € HT	-	-	
7 – Création de la nouvelle station d'épuration intercommunale	Les Tourrettes / Saulce	▪ Création de la station d'épuration intercommunale de Saulce – Les Tourrettes	2 250 000 € HT	-	-	-	-	▪ Traiter les eaux usées des Tourrettes, actuellement rejetées sans traitement au milieu récepteur

6 PIECE JOINTE : PLAN DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Département de la Drôme
Commune de LES TOURRETTES



**ELABORATION DU PLAN
LOCAL D'URBANISME**

6.A – ANNEXES SANITAIRES
2 – EAUX PLUVIALES

SOMMAIRE

1	CADRE REGLEMENTAIRE	3
1.1	REGLES DE BASE APPLICABLES AUX EAUX PLUVIALES	3
1.1.1	DROITS DE PROPRIETE.....	3
1.1.2	SERVITUDES D'ECOULEMENT	3
1.1.3	RESEAUX PUBLICS DES COMMUNES.....	3
1.2	CODE DE L'ENVIRONNEMENT.....	4
2	CONTEXTE DE LA COMMUNE DES TOURRETTES	5
2.1	CLIMATOLOGIE.....	5
2.2	TOPOGRAPHIE.....	6
2.3	HYDROGRAPHIE.....	6
2.4	RISQUE INONDATION	7
2.4.1	PLAN DES SURFACES SUBMERSIBLES.....	7
2.4.2	PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION.....	7
3	GESTION DES EAUX PLUVIALES.....	8
3.1	COMPETENCE	8
3.2	AMENAGEMENTS PRESENTS SUR LA COMMUNE	8
3.3	ENTRETIEN PREVENTIF	8
3.4	DYSFONCTIONNEMENTS CONSTATES.....	9
3.4.1	PLAN DE LOCALISATION	9
3.4.2	SECTEUR LE LONG DE LA RN7 (SECTEUR A)	9
3.4.3	SECTEUR DU QUARTIER LA MURE (SECTEUR B).....	10
3.4.4	SECTEUR DE MALHURIER (SECTEUR C).....	10
3.4.5	SECTEUR DES CONDAMINES (SECTEUR D)	10
3.5	REGLEMENT DU PLAN LOCAL D'URBANISME.....	11
3.5.1	REGLES GENERALES APPLICABLES.....	11
3.5.2	CAS DE LA ZONE UAL.....	11
3.6	EXEMPLES D'OUVRAGES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES	12
3.7	SOLUTIONS COMPLEMENTAIRES A LA GESTION DES EAUX PLUVIALES	14
4	PLAN DES RESEAUX	16

1 CADRE REGLEMENTAIRE

1.1 REGLES DE BASE APPLICABLES AUX EAUX PLUVIALES

1.1.1 DROITS DE PROPRIETE

Les eaux pluviales appartiennent au propriétaire des terrains sur lesquels elles tombent, et « *Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur ses fonds* » (article 641 du Code Civil).

Le propriétaire a un droit étendu sur les eaux pluviales, il peut les capter et les utiliser pour son usage personnel, les vendre, ... ou les laisser s'écouler sur son terrain.

1.1.2 SERVITUDES D'ECOLEMENT

Servitude d'écoulement

« *Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué* » (article « 640 du Code Civil).

Toutefois, le propriétaire du fond supérieur n'a pas le droit d'aggraver l'écoulement naturel des eaux pluviales à destination des fonds inférieurs (article 640 alinéa 3 et article 641 alinéa 2 du Code Civil).

Servitude d'égout de toits

« *Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur les fonds de son voisin.* » (article 681 du Code Civil).

1.1.3 RESEAUX PUBLICS DES COMMUNES

Il n'existe pas d'obligation générale de collecte ou de traitement des eaux pluviales. Si elles choisissent de les collecter, les communes peuvent le faire dans le cadre d'un réseau séparatif.

De même, et contrairement aux eaux usées domestiques, il n'existe pas d'obligation générale de raccordement des constructions existantes ou futures aux réseaux publics d'eaux pluviales qu'ils soient unitaires ou séparatifs.

Le maire peut réglementer le déversement d'eaux pluviales dans son réseau d'assainissement pluvial ou sur la voie publique. Les prescriptions sont décrites dans le règlement d'assainissement pluvial.

1.2 CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Dans le cadre d'un permis de construire, un projet d'urbanisation peut entrer dans le champ d'application du Code de l'Environnement, dont la partie réglementaire (articles R.214-1 et suivants) relative à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, définit les rubriques susceptibles d'être concernées par le projet :

RUBRIQUE	INTITULE
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : - 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; - 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).

- ⇒ Les projets dont la surface totale (surface projet + bassin versant intercepté) est supérieure à 1 ha sont soumis à déclaration ou à demande d'autorisation au titre du Code de l'environnement. Ces dossiers sont instruits par la Direction Départementale des Territoires de la Drôme (DDT 26).

Dans ce cas, le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales respectera les prescriptions définies dans le « *Guide pour l'élaboration des dossiers loi sur l'eau – Rubrique 2.1.5.0.* » des Directions Départementales des Territoires de Rhône Alpes (chapitre 4.3.3).

- ⇒ Les projets dont la surface totale est inférieure à 1 ha ne sont pas concernés par le Code de l'environnement. En l'absence de zonage d'assainissement des eaux pluviales, les nouveaux projets sont tenus d'appliquer le règlement du PLU.

2 CONTEXTE DE LA COMMUNE DES TOURRETTES

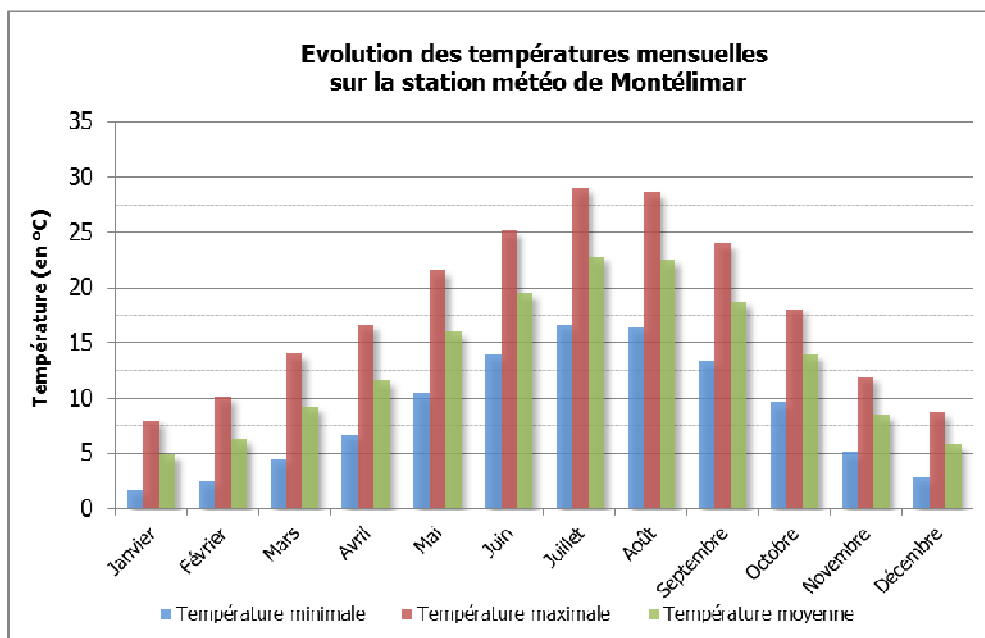
2.1 CLIMATOLOGIE

Sources : Données de Météo France - Station de Montélimar

Températures

Les températures subissent l'influence du climat méditerranéen :

- Température moyenne annuelle : 13,3°C,
- Mois le plus froid : janvier avec une température moyenne minimale de 1,7°C,
- Mois le plus chaud : juillet avec une température moyenne maximale de 29°C.

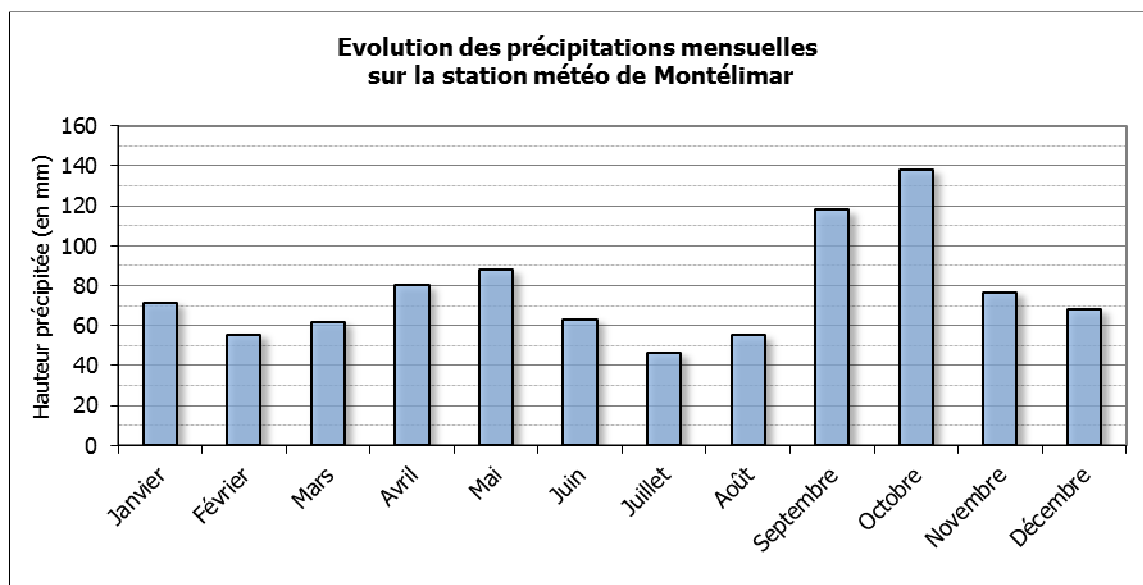


Précipitations

Le régime des précipitations subit lui-aussi l'influence du climat méditerranéen :

- Hauteur moyenne annuelle : 924 mm,
- Mois le plus humide : octobre (138 mm),
- Mois le plus sec : juillet (46 mm).

La région est marquée à l'automne et au printemps par des pluies d'orage parfois abondantes appelées orage cévenol ou épisode méditerranéen.



Vent

Orientation selon un axe nord-sud marqué, avec 51 % de vents supérieurs à 5 m/s. Le mistral souffle en moyenne durant 116 jours par an.

2.2 TOPOGRAPHIE

La commune des Tournettes, pour sa partie urbanisée, est localisée dans la vallée du Rhône, au relief relativement plat.

2.3 HYDROGRAPHIE

La commune des Tournettes appartient au bassin versant du torrent de Blomard, qui lui-même fait partie du grand bassin versant du Rhône drainant un ensemble hydrologique riche et dense.

D'après l'étude hydrologique réalisée par Hydrétudes en juillet 2009, il est possible d'estimer les débits de crue du Blomard :

- $Q_{10} = 21 \text{ m}^3/\text{s}$,
- $Q_{50} = 33 \text{ m}^3/\text{s}$,
- $Q_{100} = 57 \text{ m}^3/\text{s}$.

Concernant le Rhône, les données de la station de mesures de Valence concernant les débits de crue ont été reprises :

- $Q_{10} = 6\,000 \text{ m}^3/\text{s}$,
- $Q_{50} = 8\,500 \text{ m}^3/\text{s}$,
- $Q_{100} = \text{non calculé}$.

2.4 RISQUE INONDATION

2.4.1 PLAN DES SURFACES SUBMERSIBLES

La commune des Tourrettes est soumise aux crues du Rhône. Le décret du 8 janvier 1979 relatif au plan des surfaces submersibles (PSS) du Rhône s'applique. Ce PSS vaut plan de prévention du risque naturel inondation (PPRn inondation).

Les zones inondables du PSS sont regroupées en trois entités :

- zone A « de grand débit »,
- zone B « complémentaire »,
- zone C « de sécurité ».

2.4.2 PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

Un nouveau plan de prévention du risque inondation (PPRI) est à l'étude.

3 GESTION DES EAUX PLUVIALES

3.1 COMPETENCE

La compétence eaux pluviales relève de la commune des Tourrettes.

3.2 AMENAGEMENTS PRESENTS SUR LA COMMUNE

La commune des Tourrettes dispose d'un réseau d'eaux pluviales strict permettant d'assainir une grande partie du territoire dans sa partie urbanisée. Elle possède également un réseau unitaire (cf. plan de récolement partiel en fin de document).

Des fossés, caniveaux et ouvrages équivalents sont également présents sur la commune et permettent de drainer les eaux pluviales vers deux exutoires principaux :

- Le torrent du Blomard,
- Le Rhône.

Ces ouvrages collectent les eaux de ruissellement des voiries publiques ou privées ainsi que les eaux issues des toitures d'habitations.

Les habitations peuvent également gérer les eaux de pluie sur l'emprise même de leur parcelle via des dispositifs de type puits d'infiltration (cf. chapitre 3.6).

3.3 ENTRETIEN PREVENTIF

La commune des Tourrettes procède ponctuellement à l'entretien des réseaux d'eaux pluviales enterrés par l'intermédiaire d'entreprises privées.

Les réseaux unitaires sont entretenus par la SDEI dans le cadre de l'entretien général des réseaux d'assainissement des eaux usées de la commune des Tourrettes.

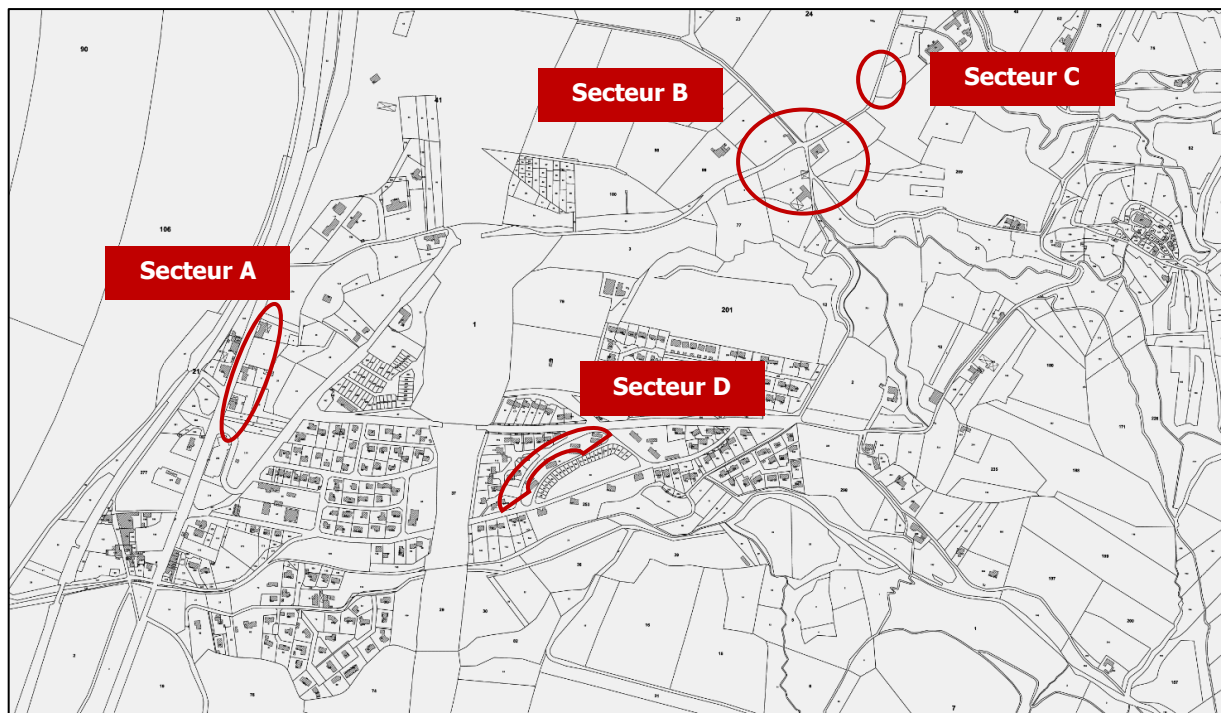
Des nettoyages préventifs des ouvrages aériens (fossés, caniveaux, etc.) sont réalisés régulièrement par les services municipaux, afin d'éliminer les pollutions accumulées dans les réseaux lors des épisodes pluvieux précédents, ou par les déversements réguliers qui y sont faits (lavage des voiries,...).

3.4 DYSFONCTIONNEMENTS CONSTATES

Source : commune des Tournettes

3.4.1 PLAN DE LOCALISATION

Le plan ci-dessous permet de localiser les secteurs où des dysfonctionnements ont pu être constatés par temps de pluie :



3.4.2 SECTEUR LE LONG DE LA RN7 (SECTEUR A)

Les trois habitations de ce secteur sont parfois inondées en cas de pluies importantes, la dernière inondation des trois habitations remonte à septembre 2008. Dans ce cas, les causes principales d'inondations sont les suivantes :

- Le ruissellement important des eaux collectées par le fossé bétonné de la partie descendante de l'avenue Saint-Didier vers la RN7,
- Les eaux de ruissellement collectées sur le parking le long de la RN7,
- Les eaux de ruissellement sur les pentes de la partie arrière des habitations,
- L'obstruction des grilles d'infiltration par les végétaux entraînés par les eaux de ruissellement (feuilles et épinettes de pin essentiellement).

Dans ce secteur, l'aménagement de la zone AU prendra en compte le problème de gestion des eaux pluviales.

Concernant l'obstruction des grilles d'infiltration, les agents communaux ont en charge d'en vérifier la propreté avant chaque épisode pluvieux important prévu (classement en « alerte orange » par le Préfet de La Drôme).

3.4.3 SECTEUR DU QUARTIER LA MURE (SECTEUR B)

Ce secteur est identifié dans le projet de PPRI de la commune élaboré par la DDT de La Drôme. Il est classé en zone rouge.

Le risque d'inondation des habitations de ce secteur est dû, en cas de fortes précipitations, au ruissellement des eaux de pluie depuis le massif collinaire. Ces eaux de ruissellement s'écoulent par un ravin et deux chemins communaux, dont le chemin des Auches, qui se rejoignent pour passer sous un pont sous le chemin de Malhurier pour s'écouler dans le fossé le long du chemin de La Plaine. La dernière inondation d'une habitation dans ce secteur remonte à septembre 2008.

Selon la DDT 26, la capacité d'écoulement des eaux sous le pont est sous-dimensionnée. De plus, en 2008, les embâcles charriés par les eaux (cailloux et arbres) se sont accumulés avant et sous le pont et ont constitué des obstacles à l'écoulement des eaux.

Pour permettre un écoulement correct des eaux de ruissellement, un curage régulier du fossé le long du chemin de la Plaine doit être effectué, ainsi que le retrait de tout obstacle sous le pont du chemin de Malhurier.

3.4.4 SECTEUR DE MALHURIER (SECTEUR C)

Ce secteur est identifié dans le projet de PPRI de de la commune élaboré par la DDT de La Drôme. Il est classé en zone rouge.

Ce secteur reçoit les eaux de ruissellement des pentes du massif collinaire. Elles passent sous le chemin de Malhurier et s'écoulent dans la plaine par un fossé empierré puis un fossé d'infiltration.

Il arrive que les embâcles charriés par les eaux de ruissellement bouchent le passage sous le chemin de Malhurier, ce qui provoque une accumulation des eaux le long d'un mur longeant le chemin. En 2008, la poussée des eaux sur le mur a provoqué un effondrement partiel de celui-ci, puis un arrachement d'une partie de la chaussée au niveau du passage des eaux.

Pour permettre un écoulement correct des eaux de ruissellement, un curage régulier du fossé doit être effectué, ainsi que le retrait de tout obstacle dans le passage sous le chemin de Malhurier.

L'article 4 concernant les eaux pluviales des zones A et N précise que les clôtures doivent permettre le passage des eaux de ruissellement (cf. ci-après).

3.4.5 SECTEUR DES CONDAMINES (SECTEUR D)

Dans ce secteur le réseau d'écoulement des eaux (pluviales et usées) est unitaire.

En cas de très fortes précipitations, on a constaté le soulèvement du couvercle d'une bouche d'égout et la présence d'eaux usées dans la rue qui by-passe la rue des Tamaris (rue sans nom).

Ce problème est pris en charge dans le Schéma Directeur Assainissement des Eaux Usées avec les actions prévues pour diminuer l'écoulement des eaux parasites.

3.5 REGLEMENT DU PLAN LOCAL D'URBANISME

3.5.1 REGLES GENERALES APPLICABLES

Dans le PLU, l'article 4 du règlement de chaque zone définit les prescriptions en matière de traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

Pour les zones UA, UD, UL et AU : Les eaux pluviales devront être traitées sur l'opération ou l'unité foncière. Aucun rejet ne devra avoir lieu sur la voie et sur les fossés publics existants.

Secteur UAI (Lotissement « Les Lavandins ») : Dans le secteur UAI, les aménagements réalisés pour chaque lot devront respecter les prescriptions figurant dans le « dossier Loi sur l'Eau ». Ces éléments techniques sont présentés ci-après.

Pour les zones UE, UF et UH : Les eaux pluviales devront être traitées sur l'opération ou l'unité foncière par tous dispositifs appropriés. Aucun rejet ne devra avoir lieu sur la voirie et sur les fossés publics existants. L'évacuation des eaux de ruissellement (voirie, parking, aire de stockage...) doit, si nécessaire, être assortie d'un pré-traitement.

Pour les zone A et N : Les eaux pluviales devront être traitées sur l'opération ou l'unité foncière. Aucun rejet ne devra avoir lieu sur la voie et sur les fossés publics existants. Les clôtures devront permettre le passage des eaux de ruissellement.

3.5.2 CAS DE LA ZONE UAL

Ce secteur comporte une particularité concernant la gestion des eaux pluviales. Dans le dossier de déclaration au titre de la « Loi sur l'Eau », les ouvrages d'infiltration des eaux pluviales du projet (tranchées drainantes et puits d'infiltration) ont été dimensionnés en prenant en compte un coefficient de ruissellement, lui-même défini à partir des quantités de surfaces imperméabilisées, stabilisées et d'espaces verts du projet tel que prévu par le constructeur.

Les caractéristiques techniques des ouvrages ainsi que les calculs pour leur dimensionnement sont à rechercher dans le dossier de déclaration au titre de la loi sur l'Eau du Lotissement « Les Lavandins ».

Lots privés

Les eaux pluviales de chaque lot privé (eaux de ruissellement des toitures et des terrasses) sont collectées dans un puits d'infiltration situé sur chaque lot. Le dimensionnement de cet ouvrage est fonction de la surface active de chaque lot, définie dans le dossier loi sur l'eau.

En conséquence, les aménagements à réaliser sur chaque lot devront respecter les surfaces actives définies dans le dossier loi sur l'eau pour la pluie de projet.

En cas d'augmentation de la surface active définie dans le dossier loi sur l'eau, la preuve devra être apportée que l'ouvrage de gestion des eaux pluviales est correctement dimensionné et donc en mesure de gérer l'eau collectée à la pluie de projet et sans rejet sur les parties communes.

Parties communes

Les eaux pluviales des parties communes (surfaces imperméabilisées telles que la voirie, les parkings...) sont collectées dans deux tranchées drainantes dont le dimensionnement est défini dans le dossier loi sur l'eau.

En cas d'augmentation des surfaces imperméabilisées définies dans le dossier loi sur l'eau, la preuve devra être apportée que l'ouvrage de gestion des eaux pluviales est correctement dimensionné et donc en mesure de gérer l'eau collectée à la pluie de projet et ce, sans rejet vers l'extérieur du lotissement.

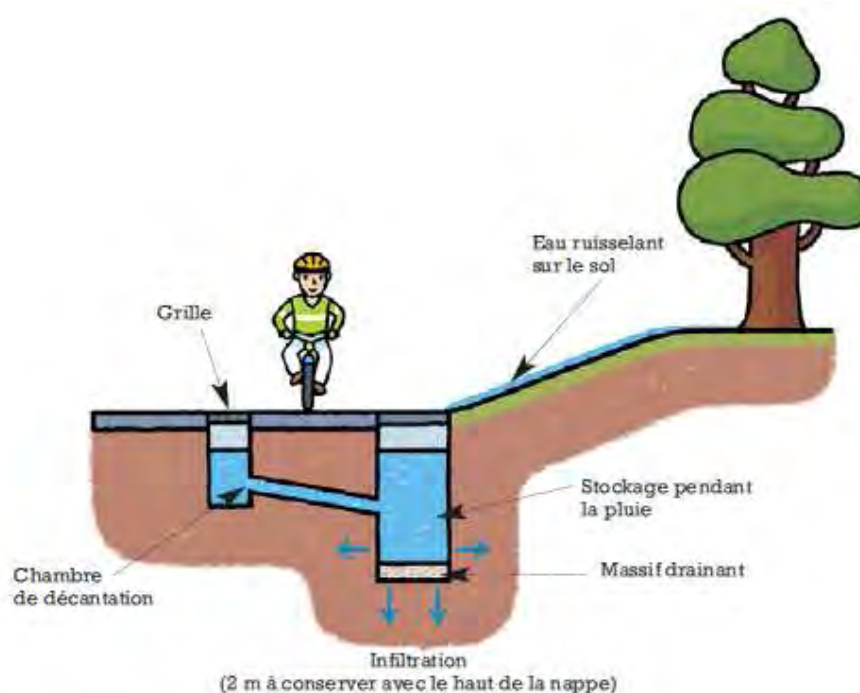
L'entretien des parties communes est à la charge de l'ASL du lotissement des Lavandins.

3.6 EXEMPLES D'OUVRAGES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

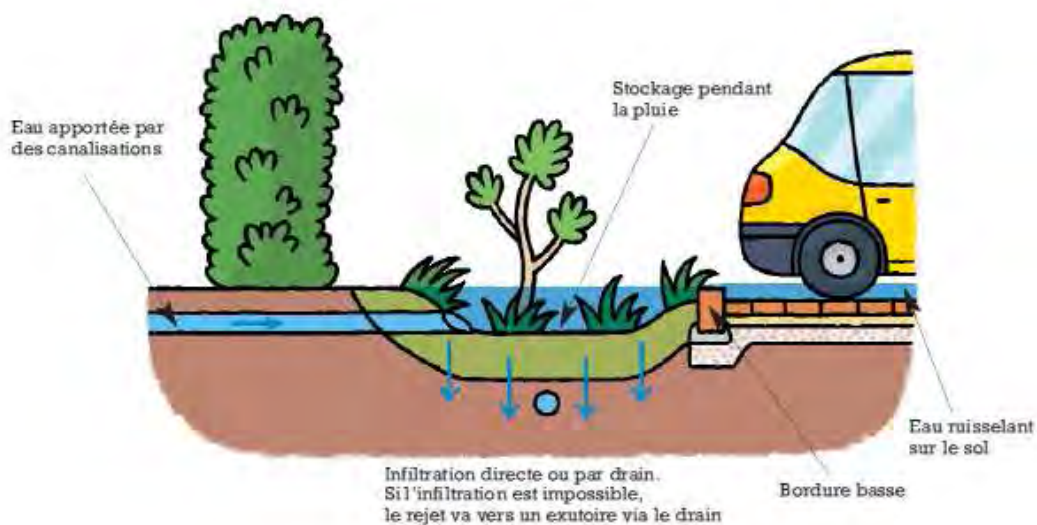
La gestion des eaux pluviales au plus près de la source est un principe qui est vivement encouragé par les Directions Départementales des Territoires.

Le PLU impose ainsi de gérer les eaux pluviales sur la parcelle même du projet, via par exemple des dispositifs d'infiltration.

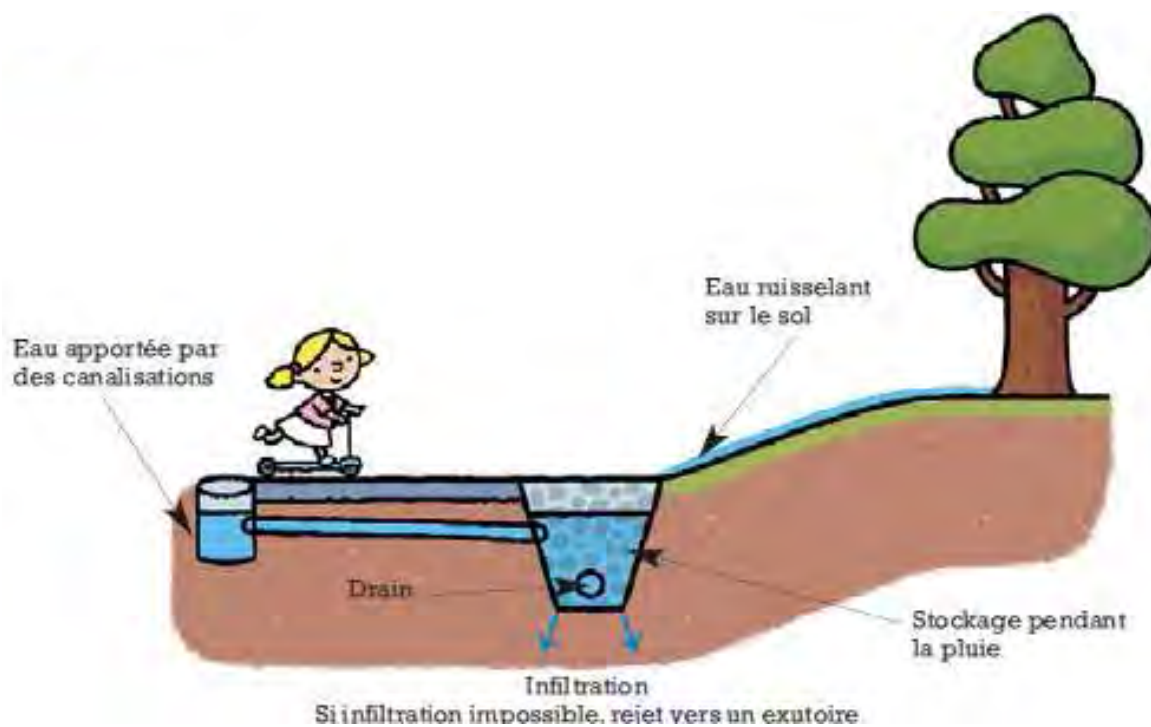
Ces dispositifs peuvent être : des puits d'infiltration, des bassins, des mares, des noues, des tranchées drainantes etc. Des exemples sont schématisés ci-après :



EXEMPLE DE Puits d'INFILTRATION



EXEMPLE DE NOUES D'INFILTRATION



EXEMPLE DE TRANCHEES DRAINANTES OU INFILTRANTES

3.7 SOLUTIONS COMPLEMENTAIRES A LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

La récupération et l'utilisation des eaux de pluie pour certains usages et sous certaines conditions techniques peuvent être mises en place par les particuliers, conformément à l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

Le stockage des eaux de pluie dans une citerne pour arroser son jardin est une pratique ancienne qui a été souvent abandonnée et est remise à l'honneur.

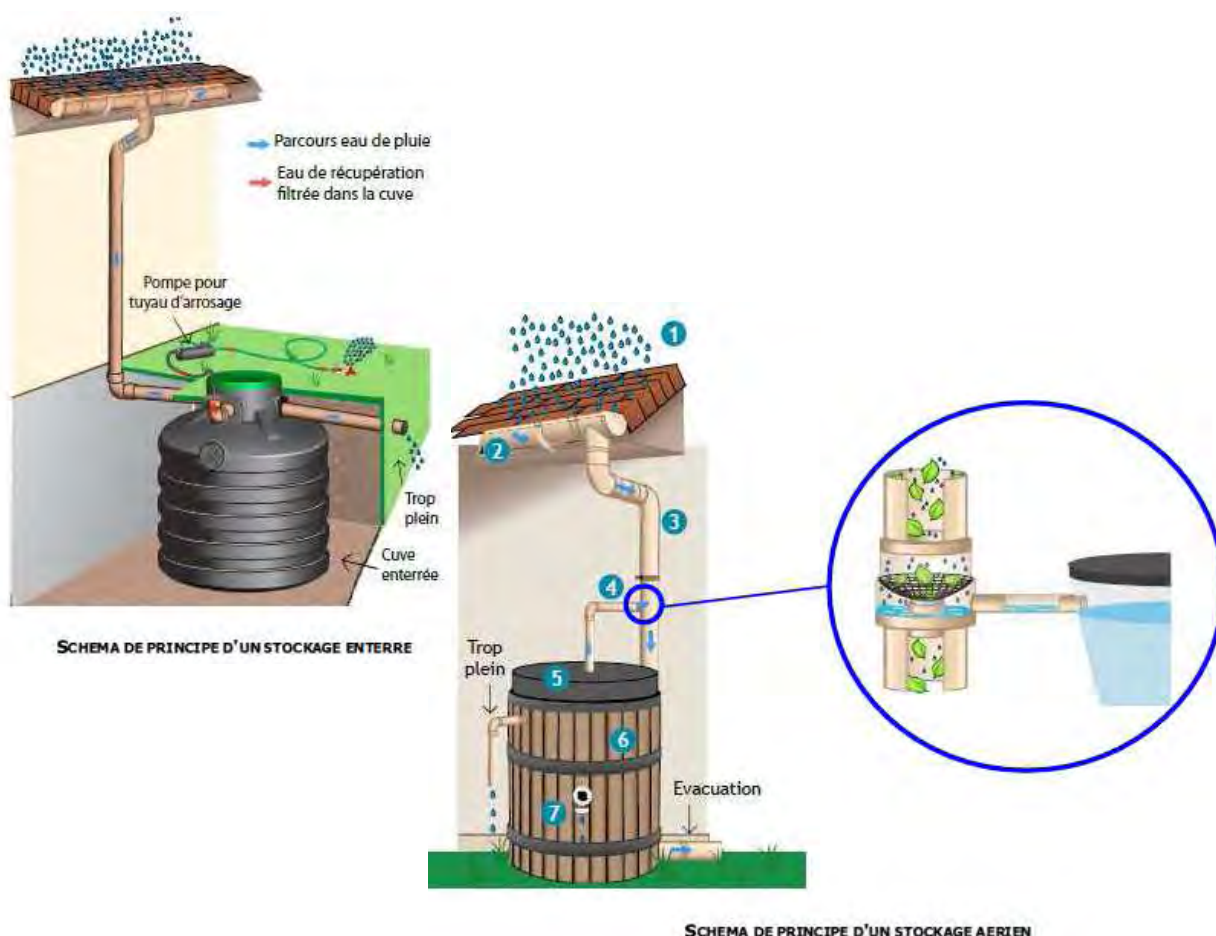
La récupération d'eau de pluie permet aux usagers de faire des économies et de préserver la ressource en eau. Elle présente par ailleurs un intérêt en limitant les impacts des rejets d'eau pluvial en milieu urbain, face notamment à la croissance de l'imperméabilisation des sols et aux problèmes d'inondation qui peuvent en découler.

Des cuves de récupération des eaux de pluie pourront être installées afin de pouvoir réutiliser l'eau de pluie pour l'arrosage, le nettoyage ou tout autres activités du projet ne nécessitant pas l'utilisation d'eau potable (remplissage de la cuve des toilettes).

Il est à noter que cette solution est de plus en plus utilisée et présente de grands avantages du point de vue économique et écologique déjà fortement utilisée dans divers pays. De nombreux systèmes existent pour réaliser ce stockage : cuves enterrées, réservoirs extérieurs...

L'eau stockée peut être utilisée avec différents systèmes. Certains stockages d'eau de pluie possèdent des robinets en partie basse permettant le remplissage de petits volumes.

Pour les stockages enterrés, il existe des systèmes utilisant des pompes électriques ou manuelles permettant d'utiliser un tuyau d'arrosage ou d'autres utilisations.





EXEMPLES DE CUVES AERIENNES



EXEMPLES DE CUVES ENTERREES

4 PLAN DES RESEAUX

Département de la Drôme
Commune de LES TOURRETTES



**ELABORATION DU PLAN
LOCAL D'URBANISME**

6.A – ANNEXES SANITAIRES
3 – EAU POTABLE

Le réseau d'adduction d'eau potable est géré par le Syndicat Intercommunal des Eaux Drôme-Rhône (S.I.E.D.R.), il a son siège à LORIOLE SUR DRÔME et représente 9 communes.

L'ensemble des installations nécessaires au service appartient au Syndicat, il en a confié la gestion à son fermier, la Société de Distribution d'Eau Intercommunale (S.D.E.I.).

En fonctionnement normal, l'alimentation en eau de La Commune est assurée par le captage de JUSTON situé sur La Commune de SAVASSE.

Les ressources en eau du Syndicat sont suffisantes pour assurer l'alimentation de La Commune.

La Commune ne dispose pas de captage sur son territoire.

Deux réservoirs d'eau potable sont implantés sur La Commune :

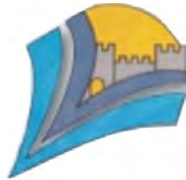
- Le réservoir "Les Turrettes", situé à proximité de la Chapelle Saint-Didier.
- Le réservoir "Saint-Didier", situé dans le massif forestier, il alimente le "Vieux Village" et des habitations isolées situées dans les écarts.

Toutes les habitations de La Commune sont desservies.

Avec l'éventualité de la rénovation de reconstructions d'habitations en ruines dans le "Vieux Village" et dans le hameau du Serre, la question de l'approvisionnement en eau potable de ces futures constructions est à l'étude par le Syndicat S.I.E.D.R.

Document complémentaire joint dans le CDRom : "Rapport annuel 2012 sur le Prix et la Qualité du Service public de l'Eau Potable" élaboré par le S.I.E.D.R.

**Département de la Drôme
Commune de LES TOURRETTES**



**ELABORATION DU PLAN
LOCAL D'URBANISME**

**6.A – ANNEXES SANITAIRES
4 – GESTION DES DECHETS**

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DES TOURRETTES

ANNEXE SANITAIRE : COLLECTE ET ELIMINATION DES ORDURES MENAGERES

La Communauté d'Agglomération Montélimar-Sésame est composée de 15 communes et de 52 519 habitants (population au 1^{er} janvier 2012) dont **962 sur la commune des Tourrettes**. Montélimar-Sésame a en charge la collecte des déchets ménagers, la compétence traitement étant transféré à un syndicat de traitement : le Syndicat des Portes de Provence (SYPP).

- FREQUENCE DE COLLECTE PAR TYPE DE DECHET

- Ordures ménagères:

- Pour les bacs roulants :

- ✓ C6 (Six collectes par semaine) pour l'hyper centre de Montélimar.
 - ✓ C3 pour l'habitat vertical de Montélimar.
 - ✓ C1 pour la zone non agglomérée de Saulce sur Rhône
 - ✓ C2 pour le reste du territoire dont la commune des **Tourrettes**.

- Pour les conteneurs semi-enterrés ou enterrés (à venir sur la commune des **Tourrettes**) :

- ✓ C1 pour l'ensemble de ces conteneurs.

- Emballages-papiers:

- Pour les bacs roulants :

- ✓ C1 pour l'habitat vertical de Montélimar.
 - ✓ Tous les 15 jours voir tous les 10 jours pour le reste du territoire selon la période dont la commune des **Tourrettes**

- Pour les colonnes (seulement sur la zone urbaine de Montélimar) :

- ✓ Tous les 15 jours voir toutes les semaines selon la vitesse de remplissage des colonnes

- Pour les conteneurs semi-enterrés ou enterrés (à venir sur la commune des **Tourrettes**):

- ✓ Tous les 15 jours.

- Verre:

- Il s'agit d'une collecte en apport volontaire sur l'ensemble du territoire par colonne ou conteneur semi-enterré. La fréquence de ramassage varie de 2 à 4 semaines selon les secteurs et le taux de remplissage.

- Cartons des activités (professionnels):

- Collecte à Montélimar uniquement : elle s'effectue une fois par semaine au porte à porte sur les axes principaux, les zones commerciales et l'hypercentre.

- Cartons des particuliers:

- Pour les communes hors Montélimar dont les **Tourrettes**, la collecte s'effectue par apport volontaire en benne pélican – collecte tous les 15 jours (en

complément : dépôt possible en déchèteries)

- **PRESTATAIRES**

La Communauté d'Agglomération ne fonctionne pas en régie et ne dispose donc pas de matériel de collecte. Les collectes s'effectuent en prestations de service. Elles sont réalisées par les sociétés suivantes (passation d'appel d'offres ou procédure adaptée):

- Ordures Ménagères: société VEOLIA
- Emballages – papiers: société SITA MOS
- Verre: société VIAL
- Cartons des professionnels Montélimar: société VEOLIA
- Cartons autres communes: société SITA MOS

- **DECHETERIES**

Il existe 4 déchèteries intercommunales sur le territoire : deux déchèteries à Montélimar (celle des Léonards au Nord de la commune et celle des Présidents au Sud), la déchèterie des Constantins à Montboucher-sur-Jabron et celle du Logis-Neuf à Saulce-sur-Rhône (ouverte depuis le mois de janvier 2013). Ces quatre déchèteries sont à la disposition des habitants de la commune des **Tourrettes**.

- **LE DEVENIR DES DECHETS COLLECTES**

- Les ordures ménagères

Elles vont au centre d'enfouissement technique de Roussas (société COVED) (marché de traitement géré par le SYPP). Cela représente environ 16 300 tonnes par an pour l'agglomération.

- Les emballages papiers-journaux

Ils vont au centre de tri NOVERGIE à Vedène (84) géré par la société SITA MOS. Chaque matière est ensuite envoyée dans des filières de recyclage – cela représente environ 1600 tonnes par an.

- les cartons

Ils vont au centre de tri Val'aura de Montélimar et sont envoyés chez un papetier.

- le verre

Il est déposé au centre de tri verrier de Lavilledieu (07) par le collecteur et repris pour valorisation par le repreneur OI MANUFACTURING. 1100 tonnes de verre environ sont collectées chaque année.

- **COMMUNICATION**

Des actions de communication ou de sensibilisation sont organisées chaque année (sensibilisation au tri des déchets auprès des habitants, dans le cadre d'animations scolaires,...).

- **LES PROJETS**

Le mode de collecte va changer prochainement : Des points ECO TRI seront répartis sur la commune à la fois pour les ordures ménagères et la collecte sélective (emballages, papiers).

Dans les faits, les bacs roulants seront remplacés par des conteneurs semi-enterrés (CSE) et/ou enterrés répartis sur l'ensemble de la commune, à l'exception du quartier de la Quarantaine, qui dépend du système de gestion des déchets de Cruas, compte tenu de son éloignement géographique.

La collecte du verre s'effectuera également en CSE.